

tribune

socialiste

PSU

à quoi
joue
nixon ?

7 JOURS DANS T.S.

Aujourd'hui, il n'y a qu'une ACTUALITE : l'Indochine. Nixon joue la montre — avant les élections américaines — pour ne pas avoir l'air de céder et se sert de Thieu comme prétexte pour retarder la signature du cessez-le-feu. Les Nord-Vietnamiens, de leur côté, ne veulent pas être à nouveau face à un criminel de guerre réélu pour quatre ans et capable de toutes les manœuvres. C'est pourquoi la pression de l'opinion mondiale solidaire des révolutionnaires vietnamiens, est plus que jamais nécessaire. Aussi, outre la première page et l'éditorial de B. Jaumont (p. 3), nous publions un dossier qui constitue un premier bilan de 25 années de guerre dans la péninsule indochinoise (p. 8). Romain Saint-Servan y montre que le règlement du conflit n'affectera pas seulement le Tonkin, mais l'ensemble de ce que l'on appelle la péninsule des « Trois Ky » où les forces révolutionnaires ont, depuis trois ans, coordonné leurs luttes.

■ La politique française pour sa part, semble vouloir répondre à cette question qu'une marque publicitaire « dans

le vent » affiche sur les murs de Paris et de province et diffuse largement sur les ondes : « Que faut-il faire pour que ça change ? ». Le Programme commun PC-PS représente, nous l'avons dit, une certaine réponse à cette question. Mais nous nous sommes attachés dans la « Petite Chronique » que Philippe Brachet conclut cette semaine, à montrer ses insuffisances. Tel est le cas notamment des nationalisations qui n'ont de sens que si elles renforcent le contrôle collectif des travailleurs (p. 5).

■ Tel est bien le sens également du débat « l'Autogestion », que la présentation à la presse des textes préparatoires au Congrès du PSU a fait rebondir. Sans doute ce thème peut-il prêter à toutes les confusions s'il n'est pas intégré dans une stratégie révolutionnaire. Mais on irait un peu trop vite en besogne en l'enterrant sous le vocable de « gadget », qualificatif traditionnellement accolé à tout ce qui dérange. C'est ce que répond Gérard Féran aux doctes analystes et aux professeurs sentencieux... d'où qu'ils viennent (p. 5).

■ Nos désaccords avec les communistes sur les objectifs du socialisme et sur les formes de la lutte actuelle ne nous conduisent pourtant en aucun cas à nous tromper d'adversaire. Face à une bourgeoisie qui durcit ses positions et qui est prête à faire appel aux hommes de main pour conserver ses privilèges, il faut trouver des moyens de riposte communs à toutes les forces anticapitalistes. Michel Rocard, au nom du PSU le propose au Parti communiste (p. 4).

■ « Que faut-il faire pour que ça change ? » C'était aussi à l'ordre du jour de la Conférence nationale ouvrière dont Jacques Ferlus fait le compte rendu (p. 7) comme sont à l'ordre du jour les luttes récentes dans tous les secteurs : Alain Rannou évoque ainsi la journée d'action CGT-CFDT (p. 12) tandis que nous sommes allés enquêter auprès des militants qui, dans la vallée de Chevreuse, veulent « plumer le vautour » (p. 13).

■ Mais la politique française ne « vole » pas toujours aussi haut : il y est encore question de scandales ! Même si ces scandales ne font pas toujours la une de la presse dite grande ; ainsi nous publions en « bonnes feuilles » un dossier sur le scandale permanent que représente le trust Hachette pour la liberté de l'information (p. 14-15). Scandale que — pourtant ! — une partie de l'extrême-gauche s'est refusée à dénoncer dans les actions communes qui lui étaient proposées...

Autre scandale, mais qui rappelle une réponse collective des révolutionnaires et de tous ceux pour qui le nom de démocratie garde un sens : celui des liens entre la mafia et le pou-

voir ; le PSU propose de relancer l'action du comité anti-mafia sur le plan national en l'étendant à tous les dossiers de « série noire » : le 5/7 par exemple, que l'on continue à étouffer dans le silence, ou les scandales de la spéculation immobilière. Ce sera la première réponse à la plainte que M. Perreti, Achille de son prénom, Président de l'Assemblée nationale, a déposé contre TS (p. 6).

■ La mafia et le pouvoir : nous aurions pu en parler aussi en page « spectacles », avec la critique du Parrain... si nous avions eu une page « spectacles » cette semaine. Les exigences de l'actualité nous ont contraint à la supprimer ; TS, sur 16 pages est trop à l'étroit. Ce journal pourtant peut et doit se développer : non pas par la mendicité permanente mais par sa prise en charge réelle et continue par les militants du Parti. C'est pourquoi nous faisons des propositions simples, concrètes, pour doubler les ventes du journal et ses abonnements. Elles n'attendent qu'une chose : que vous les fassiez vôtres. Ou bien faut-il faire appel au commandement du Seigneur : « Croissez et multipliez »... ? (p. 16).

■ Un dernier mot : les congès de la Toussaint et les contraintes de l'imprimerie nous ont obligés à fabriquer ce numéro en « accéléré ». Malgré cela, nous ne sommes pas sûrs que toutes les sections, en province notamment, pourront le recevoir à temps pour la vente militante du dimanche. Si ce numéro devait arriver trop tard ce serait une raison supplémentaire pour faire l'impossible afin de le diffuser dans la semaine en cours. OK ?

tribune
PSU
socialiste

Directeur politique :
Christian Guerche

Directeur adjoint :
Gérard Féran

Comité politique : Robert Chapsuis - Gérard Féran - Jacques Gallus - Jacqueline Giraud - Christian Guerche - Gilbert Hercet - Robert Michel.

Rédacteur en chef :
Yves Larrouy.

Secrétaire de rédaction :
Gérard Borel.

Comité de rédaction :
Jean-Louis Auduc - François Brousse - Gilbert Chantaire - Françoise Claire - Robert Destot - Jacques Ferlus - François Gyr - Bernard Levy - Alain Moutot - Dominique Nores - Lucien Saintonge - Jean Verger - Philippe Guyot.

Directeur
de la Publication
Guy Degorce

Rédaction
Administration :

9, rue Borromée
PARIS (15^e)

566-45-37

Publicité : Information 2000
Tél. : 285-05-43

Distribué par les N. M. P. P.

S.A. Imprimerie Editions Moriamé
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e

Le présent numéro est tiré
à 23.000 exemplaires

sommaire

4. Lettre au PCF. Michel ROCARD.

5. Les nationalisations. Philippe BRACHET.

6. TS en justice.

7. Le vol du Vautour. Thierry MORUS.

8-9. Indochine : La force des choses et des idées.
Romain SAINT-SERVAN.

13. CNO. 350 travailleurs révolutionnaires.

16. Comment va TS Môssieu ?



● Sexe et politique

Je suis très heureux de voir que dans « TS » n° 549, on commence, au PSU, à prendre au sérieux le rôle de la sexualité dans le combat politique (vos articles « Petite chronique du programme commun » et « La faute du Dr Carpentier »).

Il faut que le PSU en parle. Wilhelm Reich nous a expliqué com-

ment l'enfant, au sein de la famille, est déjà conditionné pour faire un futur « bon citoyen » ; comment cette famille est la préfiguration de l'Etat autoritaire ; comment les couples vivent si mal dans le mariage monogamique obligatoire ; comment la femme ne sera jamais « délivrée » tant qu'elle ne sera pas économiquement libre...

Tout cela chacun de nous le perçoit confusément. Nous vivons ces conditions imposées chaque jour sans pouvoir nous expliquer clairement d'où cela vient.

Il faut expliquer pourquoi le PC et le PS ne peuvent pas accepter une révolution sexuelle qui remettrait en cause les bases de notre société bourgeoise. Leur programme commun est lamentable dans ce domaine. Rien n'y est abordé d'essentiel : on y parle de crèches, de

salaires égaux, d'avortement légal, d'éducation sexuelle développée... alors qu'une véritable gauche devrait parler de la sexualité des enfants et des adolescents à ne pas contrarier, des rapports dans le couple, du logement distinct pour chacun des conjoints, de la révolution sexuelle ratée en URSS entre 1917 et 1930, etc.

Ce devrait être le rôle du PSU de vulgariser tout cela. Vous parlez d'un nouveau front avec le 1^{er} Salon des consommateurs, oui. Mais je pense qu'il peut y en avoir un autre, plus important : la sexualité et ses prolongements. Le parti qui osera parler de ces « choses-là » clairement se fera l'écho de ce que pensent des millions de femmes et d'hommes, et qui, inconsciemment, attendent qu'on leur en parle au grand jour. Ce ne sera pas facile, d'accord : même dans les rangs du PSU !

Mais il faut en avoir le courage. Il faut que « TS », pour commencer, ait chaque semaine sa rubrique « sexualité » et croyez bien que ce ne sera pas la moins lue. Avec tribune libre, lettres de lecteurs, points de vue, vulgarisation des œuvres de W. Reich, M. Read, Vance Packard, etc., il y a de la matière.

Yvon ROBERT
(groupe PSU, gare de Lyon)

● Minois intellectuelle

Camarade,

J'ai lu ton article sur « le pouvoir intellectuel » dans « TS » du 13 octobre. Je l'ai lu et relu. Car je ne l'ai pas compris. Il me semble (mais est-ce bien cela ?) que tu

critiques les intellectuels qui cherchent à imposer leur volonté alors qu'ils sont en dehors de la réalité, les souffrances et des luttes.

Tu parles de la « sélection du langage », et je vais t'exposer mon point de vue là-dessus.

Quand je lis dans une revue (syndicaliste et révolutionnaire) : « Techniquement construits pour reproduire des conceptions spatio-temporelles étroitement datées et limitées culturellement, [les moyens techniques] produisent beaucoup plus que les moyens linguistiques d'information... Un effet de réel qui augmente de beaucoup leur caractère insidieusement persuasif » (c'est une phrase prise au hasard, car il y en a des centaines de ce style), et bien quand je lis cette phrase, je ne comprends pas.

Mais quand tu écris :

Rien n'est réglé

NIXON aura fait durer le suspense jusqu'au bout et il essaiera jusqu'au dernier instant d'intervenir pour empêcher les Vietnamiens de décider eux-mêmes de leurs propres affaires. Pour cela tous les moyens sont bons : voilà qu'aujourd'hui l'arbitre de la situation au Vietnam ce serait Thieu ; à qui espère-t-on le faire croire ? Au moment où il a été « élu », en octobre 1971, Thieu apparaissait tellement comme un homme de paille de Washington que l'ambassadeur des Etats-Unis à Saigon, Bunker, a proposé à plusieurs personnalités vietnamiennes des sommes importantes pour qu'elles se présentent contre Thieu et que l'élection présidentielle n'apparaisse pas trop comme une mascarade. Ses démarches ont échouées et Thieu a été élu, sans adversaires, au terme d'une des plus grotesques caricatures d'élection que l'on ait vues.

Le symbole

Qu'est-ce qui, depuis cette époque, a bien pu lui donner la moindre consistance ? Certainement pas sa capacité à mener les combats contre ses adversaires : l'offensive lancée au printemps dernier par les troupes du GRP et du Nord-Vietnam a complètement balayé l'armée de Saigon ; et pour éviter une déroute totale, il a fallu que les Etats-Unis abandonnent la fiction de la « vietnamisation », que l'aviation américaine se lance dans une campagne de bombardements d'une ampleur et d'une puissance sans précédent, qu'elle mine le port de Haiphong et essaye de provoquer un cataclysme « naturel » en bombardant les digues du Nord-Vietnam.

Politiquement, Thieu ne représente rien il n'est même pas le porte-parole d'une quelconque bourgeoisie nationale ; il est simplement le symbole nécessaire pour permettre aux grandes firmes de poursuivre leurs activités au Vietnam.

Pour l'avenir, il est totalement incapable de jouer un rôle dans son pays ; il faut,

à cet égard, citer la presse américaine elle-même : « Les Sud-Vietnamiens ont seulement les munitions nécessaires pour quelques jours de combat. Ils ont des avions pour leur défense mais pas de bombardiers pour attaquer Hanoi. Ils ont des hélicoptères pour mener des offensives contre les repaires ennemis, mais le Président (Nixon) contrôle leur approvisionnement en carburant. Ils ont une armée de plus d'un million d'hommes, mais ce sont les Etats-Unis qui payent leurs salaires. »

Quel aveu ! On ne saurait mieux dire que sans les Etats-Unis, Thieu et l'administration de Saigon n'existent pas : ce ne sont pas eux qui peuvent retarder le cessez-le-feu ou exiger des modalités particulières. La réalité, c'est que le problème est totalement entre les mains de Nixon et c'est bien cela qui est grave : avec Nixon, c'est toujours le pire qui est le plus probable.

Il a déjà réussi à désarmer les partisans de Mc Govern, et à créer l'illusion que « la paix est à portée de la main », il a donné l'impression que tout était fait pour un arrêt des combats et une solution politique. Or au dernier moment en sortant de sa poche la marionnette à laquelle personne ne songeait plus, il se donne le moyen de tout remettre en cause, de rompre les accords conclus et de reprendre les combats dès que les élections seront passées.

Comme Genève

Cela veut dire que rien n'est terminé, bien au contraire et qu'après comme avant un cessez-le-feu, l'administration américaine essaiera par tous les moyens de garder un contrôle politique sur le Vietnam. Pas plus que les accords de Genève ceux qui pourraient être conclus maintenant ne seront une garantie et les Etats-Unis ne céderont que devant une détermination supérieure à la leur. Rien ne sera réglé par les promesses ou les engagements les plus solennels : jusqu'à

ce qu'ils soient appliqués sur le terrain, jusqu'à ce que le dernier Américain ait quitté le Vietnam, jusqu'à ce que Washington ait effectivement et définitivement renoncé à y imposer sa politique, il y aura un risque de reprise du conflit : rien ne serait plus dangereux que de faire confiance aux déclarations officielles de Nixon.

Nos camarades vietnamiens le savent bien. Après les années de guerres, après les terribles bombardements qu'ils ont subis, après avoir lutté avec un héroïsme indicible contre la plus grande puissance de l'histoire lancée dans une tentative de génocide sans précédent, ils auraient eu le droit de céder à l'espoir que le cauchemar allait enfin se terminer. Connaissant leurs ennemis et sachant qu'aucune victoire ne serait acquise tant que les Etats-Unis gardaient une possibilité de refuser leur défaite, ils ont trouvé l'extraordinaire courage de reprendre leurs offensives sur le terrain pour maintenir leur pression sur l'ennemi.

Solidarité unitaire

Notre tâche à nous, socialistes occidentaux est donc loin aussi d'être terminée. Notre solidarité, nous la manifestons non seulement jusqu'au cessez-le-feu, mais encore après. Car la bataille pour la libération politique de l'Indochine continuera, nous le savons, après sa libération militaire. Cette solidarité, nous croyons au PSU, qu'en de telles circonstances, elle ne peut qu'être unitaire. Nous l'avons manifesté par notre participation à la manifestation du 30 octobre et nous le manifesterons chaque fois que se produira un mouvement en faveur de la libération du peuple vietnamien, quel qu'en soit les promoteurs. Rien n'est plus inacceptable en effet à nos yeux que les exclusives réciproques dans un combat qui doit rassembler aux côtés des Vietnamiens l'ensemble du mouvement socialiste. Nous ferons tout pour notre part pour que cesse dans ce domaine une division qui confine à l'absurde.

Bernard JAUMONT

« Fringues pour l'anxiété, baisage de gueule pour la violence, sécurisante l'idée. Maquereau sur le dos de ma réalité. Bref, passe la main on a bougé le petit doigt et on se l'ai reçu aussi pute sur notre dos LE POUVOIR INTELLECTUEL ».

Camarade, je ne comprends pas davantage.

Dis donc, tu ne serais pas aussi, par hasard, une de ces intellectuelles que tu dénigres ?

J'habite Plougastel-Daoulas (la Bretagne, pays colonisé, tu connais ?) mais sans être Madame Soleil, je suis sûre que la majorité des gens d'Amiens, de Dijon ou de Toulouse ne t'ont pas beaucoup plus comprise que moi (je ne crois pas être pourtant spécialement abruti).

Alors je te le dis : RAS LE BOL des phrases hermétiques, RAS LE BOL des articles pour initiés. Il serait temps que tous les gens qui

se disent révolutionnaires inventent quelque chose : UN LANGAGE COMMUN.

Fraternellement,

Annick LAMEZEC
(Plougastel-Daoulas)

● Complet !

Je me permets de porter à votre aimable connaissance les faits suivants :

Pour vous permettre de mieux juger le problème, je vous précise que je suis de nationalité française, de même que mon épouse. Ayant dû effectuer un déplacement de deux jours à Dunkerque, les 9 et 10 septembre, mon épouse et moi avons cherché un hôtel pour

nous loger. Je me suis présenté, accompagné d'un ami de nationalité française, à l'Hôtel Lunik, 32, rue des Arbres, à Dunkerque.

Le propriétaire nous a reçus avec les mots : « Il n'y a pas de chambre pour vous ». En sortant nous avons croisé trois jeunes gens qui étaient également à la recherche d'une chambre. Très surpris, nous avons pu constater que l'hôtel qui était soi-disant complet pour nous, ne l'était pas pour les autres clients, qui, je dois le préciser, étaient de couleur blanche.

Voulant m'assurer qu'il ne s'agissait pas d'un malentendu, je suis retourné à la réception pour demander des explications. J'ai été prié de sortir immédiatement et à mon refus, le propriétaire m'injurait, tenta de me brutaliser et enfin menaçait de faire appel à la police, ce dont je l'ai prié. En attendant l'arrivée de la police, il

ferma la sortie de l'hôtel et prit soin de mettre l'affiche « Complet ». Inutile de vous dire que cette affiche n'est restée que le temps du passage de la police, car deux heures après, en passant devant ce même hôtel, nous avons pu constater que l'affiche « Complet » avait été retirée.

La police arriva sur les lieux et nous emmena au commissariat où à la suite de nos témoignages, elle dut reconnaître que l'incident était déplorable et indigne d'un pays comme la France.

Nous avons continué nos recherches et à l'Hôtel de Flandre, place Roger Salengro, mon épouse est rentrée seule pour demander une chambre. On lui confirma à la réception que la chambre n° 6 à 30 F était disponible pour deux personnes. On lui a présenté deux fiches à remplir et n'ayant pas ma carte d'identité, mon épouse m'a

appelé à l'extérieur. Je suis donc rentré également dans le hall de réception. La réflexion faite par la personne à réception, se passe de tout commentaire : « Je regrette, mais dans ces conditions, il n'y a plus de chambre de disponible ».

Ayant déjà subi une première expérience, nous n'avons pas insisté mais sommes retournés directement au commissariat.

A notre demande, dans le but de porter plainte, après avoir beaucoup insisté, nous avons pu être reçus par le commissaire. Celui-ci a pris notre déposition et voulant s'assurer de la mauvaise volonté de l'hôtelier, il a téléphoné à l'Hôtel de Flandre. Après bien des discussions on lui a fait clairement comprendre qu'il n'y avait pas de chambres de disponibles pour des gens de couleur.

M. MOUSSA DIRIE
(Montigny)

Lettre au parti communiste

Chacun sait quelles sont nos divergences avec le Parti communiste. Elles portent sur notre conception du socialisme, sur la stratégie des luttes actuelles. Mais ces désaccords aussi importants soient-ils ne nous font pas oublier l'existence d'un adversaire commun : la bourgeoisie au pouvoir. Tout montre aujourd'hui que celle-ci tentera par tous les moyens de conserver ses privilèges. C'est pourquoi nous croyons nécessaire comme l'indique le PSU dans cette lettre adressée au Parti communiste de prendre des dispositions communes à l'ensemble des Forces socialistes afin de nous opposer de façon efficace à toute tentative de durcissement du régime.

Chers camarades,

La situation politique nous conduit à vous faire part d'un certain nombre de remarques et de questions.

Compromise dans des scandales de plus en plus nombreux, incapable de tenir une perspective à long terme (il y a beau temps qu'on ne parle plus de « nouvelle société » !), l'U.D.R. est en difficultés. En l'absence du discours gaullien, le gaullisme se dévoile comme une supercherie politique, une occupation de l'Etat au profit des affairistes de tous bords et les « grands projets » socio-économiques se transforment en petites astuces rentables. Cette situation inquiète la bourgeoisie : il lui faut inventer des hommes et des organisations de rechange ; Giscard d'Estaing aujourd'hui, demain peut-être Lecanuet ou Servan-Schreiber, ou les trois à la fois...

Mais l'U.D.R. reste en place : les ambiguïtés de sa naissance, les traditions auxquelles certains se réfèrent (R.P.F., an-

ciens combattants de l'Algérie française), l'importance même de sa représentation parlementaire peuvent la conduire à employer tous les moyens pour s'accrocher au pouvoir. Pour ne pas disparaître, il lui faut gagner les prochaines élections de mars 1973, ou les perdre dans un climat tel qu'un coup de force ne soit pas impossible.

Dans ces conditions, la situation pré-électorale prend un sens nouveau : c'est un combat de classe qui se prépare et la bourgeoisie s'appête à le mener, avec toutes ses contradictions, mais aussi tous les moyens dont elle dispose.

Les problèmes qui agitent la majorité actuelle n'ont évidemment pas leur source au Parlement : la réorganisation capitaliste qui s'est opérée depuis une quinzaine d'années a créé de l'agitation dans certaines catégories qui soutenaient traditionnellement la majorité, mais elle a surtout accentué considérablement l'exploitation et l'oppression que subissent les travailleurs, dans les entreprises, à la campagne, dans les quartiers et dans toute leur vie quotidienne. Le puissant mouvement de Mai 68 a montré qu'ils n'entendaient pas se résigner : depuis, à travers des actions syndicales, mais aussi sur des terrains nouveaux et sous des formes nouvelles, les travailleurs ont accru leur combativité. Malgré la hausse des prix, le chômage, l'insécurité, les abus du crédit, ils ont été nombreux à mener la lutte ; moins nombreux sans doute à vaincre, tant la résistance du patronat est forte, mais ils ont acquis une plus grande conscience des enjeux politiques de leur propre lutte.

Cette situation vous a conduits à signer un accord avec le Parti Socialiste, sous la forme d'un programme commun de gouvernement, auquel se sont associés les radicaux de gauche. Pour notre part, nous ne pensons pas que ce soit principalement sur la base d'un combat parlementaire que peuvent être obtenus les changements essentiels dans notre société, pas plus que la défaite de la bourgeoisie. Rien ne se fera sans la mobilisation effective des travailleurs, à laquelle nous entendons contribuer.

Le programme que vous avez établi avec le Parti Socialiste et des radicaux de gauche nous paraît prendre en compte certaines revendications importantes (salaire minimum à 1 000 F, amélioration des droits et des garanties). Il ne nous paraît pas déterminer des axes suffisamment clairs et progressistes pour guider les décisions que devraient prendre un gouvernement décidé à « ouvrir la voie au socialisme ». S'il fallait s'en tenir à la lettre du programme, de nombreux travailleurs qui vous font confiance seraient rapidement déçus et vous contraindraient vous-même à aller plus loin que vous ne le faites aujourd'hui.

Nous pensons qu'en tout état de cause, s'il y a un gouvernement de gauche, rien n'empêchera les travailleurs de se mobiliser pour l'amener à ouvrir effectivement la voie vers le socialisme. C'est pourquoi nous nous sommes davantage intéressés, dans nos diverses déclarations, à l'existence du programme commun — parce qu'il peut contribuer à une mobilisation populaire — qu'à son contenu, parce que celui-ci apparaît plus propre à la freiner de main qu'à la développer.

Il existe en France, parmi les travailleurs et dans les couches les plus diverses, des forces qui ne se reconnaissent ni en vous, ni dans le Parti Socialiste. Ces forces, organisées ou non, sont nécessaires à la construction de l'unité populaire contre le régime capitaliste.

Elles s'expriment à travers des militants qui ont fait clairement un choix révolutionnaire et le montrent tous les jours dans leur action individuelle et collective, dans les entreprises, les campagnes, les quartiers, à l'école, à l'Université. Beaucoup de ces militants se reconnaissent dans les orientations du P.S.U., même s'il n'exprime pas — et c'est évident — la totalité du mouvement révolutionnaire. Nous entendons prendre nos responsabilités aujourd'hui et demain, et donner une voix à ces forces montantes.

C'est pourquoi notre Congrès de décembre définira les lignes directrices du socialisme autogestionnaire où la plupart se reconnaissent et qui peut redonner vie au projet socialiste dans notre société. C'est

pourquoi aussi des candidats du P.S.U. ou soutenus par le P.S.U. seront présents dans le plus grand nombre possible de circonscriptions en mars 1973.

Ils seront ainsi confrontés à vos candidats, comme les vôtres le seront à ceux du Parti Socialiste avec lequel vous avez établi un programme de gouvernement. Ils le feront dans la pleine conscience du combat de classe qui se livre aujourd'hui : seules comptent l'unité des travailleurs et la mobilisation populaire pour la victoire du socialisme. C'est dans cet esprit que pour le second tour, nos candidats pratiqueront partout le désistement de classe quand ils n'arriveront pas en tête de la gauche.

Nous souhaiterions savoir s'il en sera de même pour vos candidats. En effet, nous n'avons pas trouvé dans votre Presse l'écho des déclarations que nous avons faites à ce sujet, pas plus que votre position à leur égard.

En outre, nous sommes conscients que l'U.D.R. va jeter toutes ses forces dans la bataille, qu'elles soient ou non officielles. Déjà, les déclarations de Messmer, Sanguinetti, Peyrefitte laissent prévoir la mobilisation de tous les services d'ordre gaullistes. Les S.A.C. et les C.D.R. préparent leurs armes. Dans les entreprises, la C.F.T. est prête à tout. Cette sorte d'état de guerre peut se prolonger au-delà même des élections législatives, surtout si le résultat est quelque peu défavorable à l'U.D.R. : il nous semble nécessaire de prendre les dispositions communes à toutes les organisations de gauche et d'extrême-gauche qui participeront aux prochaines élections, afin d'opposer une solidarité de classe, avec la plus grande fermeté, avec le plus grand sang-froid, face à toutes les provocations possibles.

Nous sommes prêts pour notre part à nous entretenir avec vous de telles dispositions.

Dans l'attente de votre réponse, nous vous prions de croire, chers Camarades, à nos sentiments socialistes.

Pour le Bureau National du P.S.U.
Michel ROCARD,
Secrétaire National.

Voir Chartres ou mourir

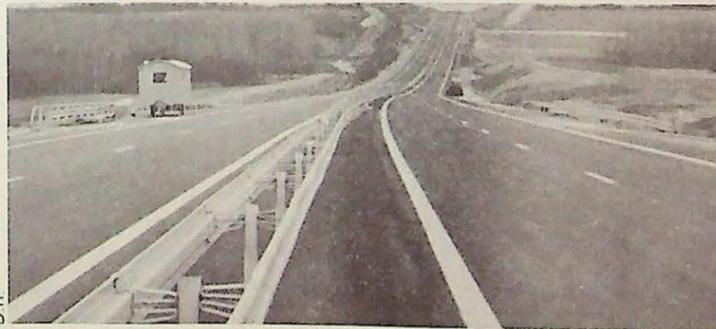
Dans les milieux officiels, et donc dans la presse vendue au capital, on ne tarit pas d'éloges sur cette autoroute, avec un argument de poids : la construction est plus rapide (l'autoroute est livrée quatre mois avant la date prévue) et elle coûte moins cher (5 millions le kilomètre, soit la moitié du prix des autres, ceux des Ponts-et-Chaussées).

Mais dans l'histoire de cette autoroute il y a des choses qu'on ne dit pas, à l'heure où les chantiers se déplacent pour aller construire les tronçons suivants vers Poitiers et vers Le Mans.

Plus exactement les chantiers ferment... C'est-à-dire que 4 à 500 travailleurs sont licenciés. Certains, on voit bien lesquels, ne seront pas réembauchés sur le chantier suivant. Cette pratique permet aux entreprises de travaux publics de pratiquer les salaires qu'elles veulent et de faire bon nombre d'économies sociales.

Les travailleurs de l'autoroute

Olivier Guichard, ministre de l'Équipement a inauguré lundi 30 octobre l'autoroute Paris-Chartres. On peut se demander pourquoi, puisque cette autoroute est la première à être de construction privée. Mais comme l'État a malgré tout avancé 60 % de l'argent nécessaire, le ministre est peut-être allé voir ce qu'on avait fait de nos fonds...



qui connaissent leur métier, qui en ont assez de faire 65 heures par semaine, qui se sont aperçus que les salaires ne sont pas les mêmes selon qu'ils sont employés par Colas, par Fougerolles ou Les Grands Travaux de Marseille ; ces travailleurs se sont décidés à parler, à dire ce que l'on veut cacher : cette autoroute c'est de la merde. Et il est dangereux de rouler sur la merde. Qu'on en juge.

IL VA Y AVOIR DU SANG

Pour faire moins cher, il ne suffit pas d'économiser sur le dos des travailleurs. On n'a sûrement pas sous-payé les terrains : les gros propriétaires de la Beauce ne sont pas les premiers venus. Il ne reste donc que la construction et dans ce cas précis elle est véritablement défectueuse. On n'y est pas allé avec le dos des pelletieuses.

On prétend que la chaussée ne serait pas d'une qualité

aussi bonne que le revêtement pourrait le laisser croire. L'avenir nous le dira.

Ce qui est évident par contre, et Olivier Guichard n'a pas pu ne pas le remarquer, c'est qu'on ne s'est pas mis en frais pour niveler les terrains. L'autoroute épouse pratiquement la quasi-totalité du relief vallonné de la Beauce. Il en résulte qu'à plusieurs endroits la visibilité de l'automobiliste est, paraît-il, inférieure à 100 mètres. Et que se passe-t-il lorsqu'un véhicule roulant à 130 ou 140 km/h est obligé de s'arrêter sur moins de 100 mètres ? Il ne s'arrête pas. Comme on dit dans les westerns : va y avoir du sang dans la conquête de l'Ouest.

EN ATTENDANT BOREL

A cause de ce même relief vallonné il sera également dangereux et en tout cas très fatigant de circuler de nuit. Les véhicules éblouiront les uns les autres leurs conducteurs,

même s'ils roulent en code... Il n'y a pas de remède possible, car la bande centrale, séparant les deux chaussées n'est pas prévue pour recevoir une haie d'arbustes. On pourrait peut-être construire un mur ? A ce propos, signalons qu'au moment de son ouverture cette autoroute n'était pas entièrement clôturée comme c'est la règle, et plus encore dans ce cas puisqu'il s'agit d'une propriété privée. Là où il y a clôture, ce n'est que vulgaire fil de fer barbelé qui semble davantage protéger les champs que les usagers.

Autre danger pour l'automobiliste : arrêter son véhicule sur la voie de service. Il devra le faire lentement et prudemment ou bien il ira s'aplatir dans le fossé de trois mètres qui longe l'autoroute. Au prix où sont les glissières de sécurité, il est encore heureux qu'on en ait mis au milieu.

On a même fait des économies sur les aires de parking qui sont de véritables déserts. Si

vous voulez aller faire pipi, il vous faudra vous arrêter chez Jacques Borel quand il sera installé, ou bien prendre vos dispositions avant comme disent les instituteurs.

Sur les autoroutes publiques dès que la pente dépasse 4 % on construit une voie supplémentaire pour les véhicules lents. Ici aussi, mais on la fait partir seulement à la moitié de la pente. C'est toujours ça d'économisé et en plus c'est inusable puisque ça ne sert pratiquement à rien, sauf à créer des dangers supplémentaires.

ALLEZ-Y A PIED

Bref, nous pouvons pronostiquer quelques accidents spectaculaires et meurtriers dès les premiers jours de l'exploitation. Cette exploitation, la Société Cofiroute se dépêche de la rendre bénéfique. C'est qu'elle n'a que 35 ans pour faire son beurre. A cette échéance l'Etat récupérera l'ouvrage qui ne sera certainement plus qu'une ruine... Mais cet Etat ne durera quand même pas encore 35 ans ? En attendant il vous en coûtera 7 F pour aller risquer votre vie sur 55 kilomètres.

Si vous n'avez pas le goût du risque ou si vous refusez de vous faire les complices de cette escroquerie et que malgré tout vous deviez aller à Chartres, suivez le conseil de Paul Claudel : « Allez-y à pied ! »

Jacques FERLUS ■

Programme commun

Si les nationalisations...

Nous publions cette semaine le dernier article consacré à l'analyse et à la critique du Programme commun. Comme nous l'avons annoncé une brochure a été préparée sur ce thème. Elle sera à la disposition des sections, des fédérations et de tous nos lecteurs dans la semaine qui vient (1).

Philippe Brachet analyse dans ce dernier article la politique économique du Programme commun. Il s'interroge particulièrement sur le sens et la nature des nationalisations : seront-elles les supports d'une véritable maîtrise collective sur les outils de travail ou se contenteront-elles de renforcer le pouvoir de l'Etat patron sans transformer les rapports sociaux? Question-clé sur laquelle les réponses du Programme commun nous semblent beaucoup trop insuffisantes.

A deuxième partie du Programme commun s'appelle « Démocratiser l'économie, développer le secteur public ». L'axe principal de cette partie repose sur les nationalisations. Elles apparaissent comme le pilier central de l'édifice. Dans l'esprit du programme, elles doivent permettre aussi bien au niveau industriel que financier, de réaliser les transformations que les travailleurs attendent. Nous ne pouvons qu'approuver le fait que, tant par leur ampleur que par la nature des secteurs de production visés, les nationalisations envisagées dans le programme commun P.C.-P.S. tranchent dans le vif du système capitaliste dès la prise du pouvoir.

L'épreuve de force sera donc engagée tout de suite — sur le papier du moins — avec la bourgeoisie et la fraction de l'appareil d'Etat qui se solidarise avec elle. Comment croire en effet qu'elles se laisseront déposséder sans réagir, anesthésiées, par le caractère légal de la majorité de gauche au Parlement?

Aventuriste...

Notre critique ne porte donc pas sur le principe des nationalisations, mais d'abord sur le rôle qu'elles jouent dans le programme commun, c'est-à-dire en fait sur le bien-fondé d'un programme qui ne soit que « de gouvernement », sur l'irréalité totale des caractéristiques de la période de transition qu'il prévoit (que le P.C. appelle « démocratie avancée »).

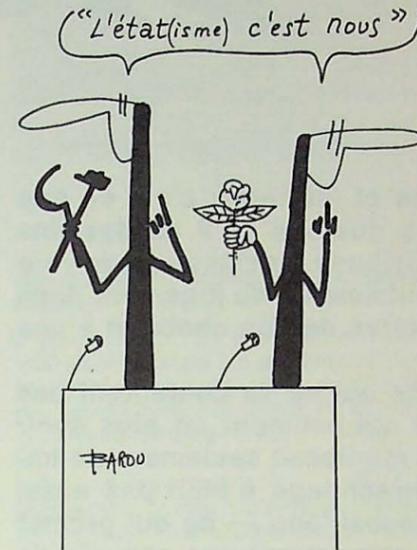
De deux choses l'une en effet : ou bien le gouvernement d'union de la gauche renoncera à appliquer tout de suite ces mesures de nationalisations

dans leur ensemble, parce qu'il ne se sentira pas assez sûr de lui et que, n'ayant pas organisé la mobilisation populaire (qui ne se réduit pas au débat électoral) autour de lui, il craindra qu'elles ne puissent être appliquées dans les faits. Il sera dès lors inexorablement (quelles que soient les intentions personnelles de certains de ses membres — ou même de leur totalité !) engagé dans la voie du compromis avec la bourgeoisie et constituera alors une nouvelle variante des diverses formes sous lesquelles la social-démocratie européenne gère les intérêts du capitalisme en période de crise (expérience Wilson en Angleterre, Brandt en R.F.A.).

Ou bien le gouvernement d'union de la Gauche effectuée dès son arrivée au pouvoir les nationalisations prévues par le programme commun, et il crée alors une situation de crise sans s'être donné auparavant les moyens de la résoudre dans le sens d'une victoire du socialisme.

Ce qui sera en effet déterminant pour assurer cette victoire, ce sera le rapport des forces qui s'établira avec le patronat dans les luttes sur les lieux de travail. Or le programme commun est muet sur le rôle de ces luttes, ce qui laisse craindre que le gouvernement d'union de la Gauche ne s'en considère nullement comme l'expression mais, pour rassurer ses électeurs marginaux, ne joue les arbitres entre le patronat et elles.

Il sera alors conduit à réprimer les luttes dont les revendications dépasseront le contenu minimum qu'il entendra tolérer, ce qui cassera de plus en plus la solidarité entre lui et les militants, les luttes sociales se dirigeant alors de plus en plus contre lui, et plus seulement contre le patronat. Au terme du processus, il se re-



trouvera prisonnier de la bourgeoisie. Procès d'intention? Comment ne pas voir dans l'attitude actuelle des partis de Gauche (et singulièrement du P.C., le P.S. étant presque toujours absent des luttes) la préfiguration de leur attitude au Gouvernement? Chaque fois qu'il est en position de le faire, le P.C. dénonce actuellement comme aventuristes toutes les revendications qui posent directement la nécessité du socialisme, et fait tout pour les empêcher de se développer.

"Stratégie industrielle"

Que signifie d'autre part cette phrase du programme commun : « ... au cas où les travailleurs formuleraient la volonté de voir leur entreprise entrer dans le secteur public ou nationalisé, le gouvernement pourra le proposer au Parlement »? D'une part, la procédure suggérée ne tient pas compte de la situation réelle de luttes dans cette période de prise du pouvoir.

Mais de plus, selon quels critères le gouvernement d'union de la Gauche décidera-t-il de faire siennes les demandes des travailleurs? Réponse : « Les restructurations de l'appareil de production devront s'effectuer de façon progressive et souple, en fonction d'une stratégie industrielle adaptée aux nécessités du progrès économique et social et du caractère international de la vie économique. »

Or le « progrès économique et social », c'est la croissance qui porte en elle la logique de l'accumulation du capital et la nécessité de l'exploitation. La « stratégie industrielle » du

gouvernement d'union de la Gauche trouvera inopportunes, dans ces conditions, les revendications des travailleurs, surtout si les « restructurations de l'appareil de production » qu'ils réclament portent sur autre chose que sur la simple nationalisation de leur entreprise : sur une réorganisation du pouvoir qui leur donne le maximum de contrôle effectif et direct sur les décisions, à commencer par celles qui concernent l'organisation du travail à la base.

Un substitut

Car sur ce point, le programme commun propose dans les entreprises nationalisées une organisation du pouvoir de type parlementaire : « Responsable de l'orientation, de la direction et de la gestion, le conseil d'administration des entreprises nationales sera constitué de représentants élus des travailleurs, de certaines catégories d'usagers (syndicats, collectivités publiques, grandes entreprises nationales) et de représentants désignés par le nouveau pouvoir démocratique. Ces derniers ne pourront être majoritaires. Le conseil d'administration élira son président et désignera la direction générale de l'entreprise. »

Dans ce système, la démocratie, c'est le « droit d'information » qui permet de donner des « avis » et d'élire les dirigeants. Le problème de leur révocabilité n'est même pas évoqué. L'exécution des décisions a toujours lieu selon le mode hiérarchique. On comprend dans ces conditions que le programme commun n'escompte pas de mobilisation populaire ni de développement des luttes autour de ses objectifs.

Telles qu'elles sont traitées dans le programme commun, les nationalisations constituent un substitut à un authentique projet de transformation socialiste, projet qui est renvoyé à un futur indéterminé alors qu'il devrait être proposé dès maintenant aux travailleurs pour qu'ils se l'approprient et le réalisent eux-mêmes à partir de la prise de pouvoir.

Marx disait que « l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ». Si les mots ont un sens, cela veut dire que cette émancipation ne saurait se faire par procuration.

Philippe BRACHET ■

(1) Commande Librairie « Tribune Socialiste », 9, rue Borromée, Paris (15^e).

AUTOGESTION

une nébuleuse ?

Gadget ou axe politique ?

Feuille de vigne destinée à cacher un « réformisme de gauche », ou support d'une stratégie révolutionnaire dans les pays capitalistes développés? Ces questions sont importantes à condition de bien les poser. Et il importe alors de ne pas commencer par caricaturer les positions des uns et des autres.

C'est pourtant ce que choisit de fai-

re Marcelle Padovani dans un article du *Nouvel Observateur* consacré aux « chantres de l'autogestion ».

Thème de l'article : la CFDT et le PSU fuient dans le mythe autogestionnaire à la fois pour éluder les questions du programme commun et échapper au choix : stratégie réformatrice ou révolutionnaire ?

La chanson est connue. L'autogestion est récupérable par le capitalisme moderne. Elle évite le problème de l'Etat et de la prise du pouvoir. Marcelle Padovani n'a apparemment pas remarqué un paragraphe entier consacré à l'analyse de l'Etat.

Son titre « L'Etat n'est pas neutre » montre assez qu'il n'y a pas de socialisme autogestionnaire sans prise du pouvoir central, sans destruction de ses appareils de répression en sans bouleversement de ses appareils idéo-

logiques. Une partie importante de notre critique du programme PC-PS porte précisément sur le refus d'un Etat qu'il suffirait d'occuper pour entamer une transformation socialiste.

Voici donc l'autogestion conçue comme axe politique et non comme technique économique, intégrée dans une stratégie révolutionnaire de prise du pouvoir d'Etat et non réduite à une « cogestion améliorée ». Pourquoi donc veut-on faire croire qu'elle reste un projet mythique pour les uns, une solution réformatrice pour les autres? Ne serait-ce pas par hasard parce qu'il s'agit là d'une lutte qui dérange tout le monde, messieurs les réformistes comme messieurs les patentés de la révolution ?

Les premiers ont montré leur impuissance à faire autre chose que du capitalisme d'Etat. Mais les seconds ?

Qui peut encore croire après 50 ans d'expérience soviétique qu'il suffise de construire le parti révolutionnaire aujourd'hui pour préparer les Soviets de demain? Si d'autres sources de pouvoir ne sont pas constituées, la balance inévitablement continuera à pencher du côté d'un parti fort et centralisé et non du côté des conseils de travailleurs. Mai 68 n'a pas seulement souligné la crise du capitalisme moderne.

Nous y avons aussi appris les insuffisances pratiques et théoriques du mouvement ouvrier. Et qu'importent les ricanes qui veulent jouer les profs « es-marxisme léninisme ». Il existe aujourd'hui des forces importantes qui ont envie d'inventer l'avenir. Salut les autres !

Gérard FERAN ■

T.S. en justice



30.000 F à titre de dommages et intérêts : c'est ce que M. Peretti Achille, dont nous doutons qu'il ait des fins de mois difficiles, exige de Tribune Socialiste, par voie de justice. Sans compter la publication du jugement dans dix quotidiens ou hebdomadaires de son choix, et à nos frais, comme il se doit.

Il est, dans ce pays, des gens qui ne se contentent pas d'accumuler les honneurs et qui estiment en plus avoir un honneur à défendre. Cela mériterait seulement un immense éclat de rire, si le personnage n'était pas aussi haut placé et n'avait le bras aussi long — ce qui promet une belle bagarre dont nous ne sommes pas assurés de sortir vainqueurs. Autant dire que nous comptons sur vous tous, les lecteurs, les militants, les sympathisants, pour nous aider à tenir le coup. Que nous comptons aussi sur tous ceux qui, regroupés dans le Comité Anti-Maffia, mènent le combat à nos côtés pour débarrasser ce pays du « national-affairisme » et pire, du « national-gangstérisme ». C'est à ces organisations qui ont soutenu le Comité Anti-Maffia que s'adresse la lettre de Michel Rocard publiée ci-dessous.

Nous publions aussi les « attendus » de la citation qui nous traîne devant le tribunal.

Courage et optimisme : nous ne partons pas du tout vaincus d'avance ! Tout Achille a un talon...

Y. L.

Cette gangrène

Chers camarades,
Voici plus d'un an, les scandales de la zone de la Défense avaient entraîné la constitution d'un comité anti-maffia qui s'est montré suffisamment actif pour provoquer l'inquiétude de MM. A. Peretti, maire de Neuilly, et Ceccaldi-Reynaud, maire de Puteaux : le principal animateur de cette action, Serge Mallet, s'est vu notifier un certain nombre d'inculpations. Aujourd'hui, c'est notre journal « Tribune Socialiste » qui se trouve inculpé à son tour pour diffamation envers M. Peretti !

Depuis un an ce n'est plus un scandale, mais dix, vingt, trente qui sont venus alourdir le dossier de la mafia que l'UDR a constituée avec ses alliés et ses fidèles serviteurs. Tout récemment encore, tandis que le procès du « 5-7 » se précipitait vers sa fin, l'hypothèse d'un attentat a été fortement soutenue : un dossier commence à se rouvrir pour l'opinion, sinon pour les juges. Et l'on y voit apparaître d'étranges liaisons entre des racketteurs, certains policiers et les services d'ordre gaullistes. Les compromissions dénoncées par M. Aranda ne sont finalement que des verrues sur une face autrement inquiétante du régime.

Cette mafia n'est pas seulement inadmissible, elle doit être brisée avant qu'il ne soit trop tard. Nous

savons comment le mouvement ouvrier américain a été jadis décimé et anesthésié par ceux qui ne vivaient plus que pour l'argent et servaient d'hommes de main à un capitalisme en difficulté. En France aujourd'hui, des complicités se nouent, des intérêts se consolident et la politique devient une affaire de « série noire ».

Devant cette gangrène, nous ne pouvons rester inactifs. C'est pourquoi le PSU s'adresse à toutes les organisations qui, sous une forme ou une autre, ont apporté leur soutien au comité anti-maffia, afin de les interroger sur les possibilités d'une action collective. Nous ne pouvons par notre silence, nous faire les complices de ceux qui s'efforcent de faire taire ceux qui savent ou ceux qui subissent. Nous sommes prêts à vous rencontrer à ce sujet dans les meilleurs délais, directement ou dans une réunion entre les différentes organisations concernées.

Veuillez agréer, chers camarades, l'assurance de nos sentiments socialistes.

Pour le bureau national du PSU
MICHEL ROCARD
Secrétaire national.

Lettre envoyée à : Alliance Marxiste Révolutionnaire, Cause du Peuple, Centre d'Initiatives Communistes, Confédération Française Démocratique du Travail, Ligue Communiste, Lutte Ouvrière, Objectif Socialiste, Organisation Révolutionnaire Anarchiste, Parti Socialiste.

Attendu que...

Attendu que dans son numéro 547 daté du 27 septembre 1972, à la dernière page, l'hebdomadaire « Tribune Socialiste » a publié, sous la signature de M. Serge Mallet, un article intitulé : « Sous le pont de Neuilly », commençant par les mots : « Au retour d'un voyage à l'étranger... » et se terminant par les mots : « ... des conséquences du "national affairisme" ». Attendu qu'il est d'abord écrit dans cet article :

« L'opinion publique ne manquera pas de s'étonner de l'étrange lenteur avec laquelle le président de l'Assemblée Nationale défend « son honneur » : une citation directe en diffamation calomnieuse lui aurait permis de « confondre » ses accusateurs dans un délai ne dépassant pas un mois — c'est-à-dire bien avant les vacances. Elle constatera aussi que c'est au lendemain de l'entrevue « amicale et confiante » qu'il a eue avec le Premier Ministre qu'il a annoncé le dépôt de ses plaintes. »

qu'il est ainsi insinué que les plaintes déposées par mon requérant notamment contre M. Serge Mallet, en tout cas leur annonce, serait la conséquence de l'entrevue qu'avait eue mon requérant avec le Premier Ministre ; que cette insinuation laisse entendre que des comptes ou des explications auraient été demandées par le Premier Ministre à mon requérant sur les faits visés dans ces plaintes ; que cette allégation qui porte atteinte à l'honneur et à la considération de mon requérant doit être retenue comme une diffamation envers un particulier.

Attendu qu'il est écrit plus loin :

« Mais quiconque connaît l'atmosphère ambiante dans la circonscription électorale de M. Peretti — et les journalistes de tous bords, qui ont cherché à enquêter la connaissance particulièrement — ne peut s'étonner de ce que la diffusion de certaines informations y prenne cette forme clandestine. Si, depuis nos interventions, les bouches commencent à s'ouvrir, ce n'est pas au point de risquer les licenciements, les expulsions, les tracasseries administratives et policières, voire les risques physiques qu'entraîne automatiquement toute opposition ouverte au groupe Peretti-Ceccaldi-Reynaud ».

Attendu que l'allégation suivant laquelle quiconque s'oppose à mon requérant s'exposerait automatiquement à des licenciements, des expulsions, des tracasseries administratives et policières

Avant de mettre sous presse, nous apprenons que le juge Galmiche a signifié à notre camarade Serge Mallet deux nouvelles inculpations, l'une pour le discours prononcé par lui à la Mutualité le 3 mai de cette année, l'autre pour « des propos » tenus lors d'une réunion sur invitation tenue à Puteaux quelques jours auparavant. Dans les deux cas l'inculpation est fondée sur des enregistrements de bandes magnétiques.

res constitue manifestement une diffamation qui vise mon requérant ; que cette allégation qui fait état de licenciements, d'expulsions, de tracasseries administratives et policières qui constitueraient des actes et plus sûrement des abus des fonctions du maire de Neuilly-sur-Seine, doit être retenue comme une diffamation envers un citoyen chargé d'un mandat public ; Attendu qu'il est écrit dans le même article :

« Je tiens enfin, à titre personnel, à préciser un dernier point : M. Peretti est corse, M. Ceccaldi-Reynaud est corse, la majorité des hommes de main, proxénètes et agents électoraux qu'ils utilisent le sont aussi — c'est un fait. Les pseudo-solidarités insulaires servant à couvrir les liaisons permanentes des grands caïds du milieu et leurs protecteurs et utilisateurs politiques — c'est un autre fait, que M. Poniatowski a eu raison de souligner ».

que les accusations portées contre mon requérant d'utiliser des hommes de main et des proxénètes et d'être le protecteur et l'utilisateur politique des grands caïds du milieu constituent des diffamations envers un particulier. Attendu qu'il est enfin écrit dans le même article :

« Nous avons mis en cause au-delà, l'ensemble des opérations qui ont permis à M. Peretti d'imposer M. Ceccaldi-Reynaud à la mairie de Puteaux et au conseil de l'Etablissement Public d'Aménagement de la Défense, et évoque les avantages immédiatement accordés par celui-ci, dans la zone périphérique de Puteaux, à des promoteurs financés par un groupe bancaire important très lié au maire de Neuilly ».

qu'il est allégué et en tout cas insinué que mon requérant serait intervenu pour faire accorder des avantages à un groupe bancaire important auquel il serait lié ;

qu'une telle intervention ne serait pas un acte ou un abus de sa fonction de maire et que l'on doit donc considérer l'allégation comme une diffamation envers un particulier ;

Attendu que Messieurs Guy Degorce et Serge Mallet, le premier comme auteur principal et le second comme complice, se sont ainsi reudus coupables des délits prévus et réprimés par les articles 29, 31 et 32 de la Loi du 29 juillet 1881 ;

que ces faits sont d'autant plus graves qu'à la diffamation s'ajoute la calomnie ainsi qu'il sera démontré ; Par ces motifs, etc.

En ce qui concerne le procès intenté à T.S., la défense a offert de fournir la preuve des propos incriminés. Plus de 40 témoins seront cités.

Il est à noter que les « faits diffamatoires » retenus par le maire de Neuilly ne concernent pas les points n°s 1-2-3 de l'exposé des faits mettant en cause les conditions dans lesquelles l'avenue de Neuilly a été transformée en zone d'affaires.

Le vol du Vautour

« On veut pas le rôtir, on veut le plumer »

Au premier abord, on aurait pu prendre ça pour une astuce publicitaire, un peu nouvelle, un peu marrante. Dans ce petit coin de « Floride en Ile-de-France », venez participer à la chasse aux vautours, avec un pique-nique sur le terrain de votre future résidence... Seulement voilà : ceux qui ont lancé cette idée, comment dirais-je, ... promotionnelle, ne travaillent pas pour M. Robert de Balkany. Mais contre M. de Balkany. Et c'est une nuance qui n'amuse pas du tout, mais alors pas du tout, le célèbre promoteur...

M AIS commençons par le commencement. Au départ, il y a un promoteur, riche, très riche. Toutes les réalisations de ce promoteur sont « uniques », « incomparables », elles n'ont pas leurs pareilles (qui voudrait avoir la même résidence secondaire que les Durand du cinquième ?) — et pourtant, elles portent toutes un numéro « 2 ». Elysée 2, Parly 2, Grigny 2. Aujourd'hui c'est de Chevy 2 qu'il s'agit.

Aujourd'hui, dans les milieux qui ont les moyens, il est de bon ton de passer la semaine à la campagne et le week-end à Paris : pour être dans les deux cas loin des foules, du vulgaire, des encombrements. Encore faut-il pouvoir se l'offrir, la campagne. Offrir de la campagne urbanisée à quelques minutes de Paris, c'est la spécialité de M. de Balkany ; enfin, offrir — pas exactement. Le prix du mètre carré dépasse largement 2.000 F et les maisonnettes de M. le Vautour atteignent des prix variant entre 159.000 et 395.000 F. En toute simplicité, « proche de la nature ».

Seulement voilà : comme dans toutes ces réalisations super-prestigieuses, tape-à-l'œil et m'as-tu-vu dont s'enorgueillit la civilisation du Capital, on découvre plus vite que prévu l'envers du décor. Les équipements collectifs, d'abord : car on ne passe pas toute sa vie dans la piscine, le tennis ou le gymnase promis par la publicité. Il arrive qu'on travaille, qu'on se déplace, qu'on aille à l'école... et de ce côté là des problèmes, avec votre permission, c'est beaucoup moins Floride... M. de Balkany a prévu à Chevy 2

3.600 habitations, soit une ville de 15.000 habitants, dont la réalisation doit durer dix ans : soit dix ans de chantier permanent ! De plus, sur les 220 hectares à construire, il est mathématiquement impossible d'implanter 3.600 maisons avec des jardins privés allant de 450 à 1.000 m², et les routes, les écoles, les stades qui sont promis. Il y a donc des clients qui seront trompés sur la qualité de la marchandise : cela s'appelle de la publicité mensongère. Et c'est un délit : l'association URBADÉMO (Urbanisme démocratique) a porté plainte contre M. de Balkany.

+ 35 %
en un an !

Et puis il y a les précédents : à Parly 2, les 4.000 anciens francs promis par logement pour les équipements collectifs n'ont été versés que partiellement et avec retard, les parkings sont nettement insuffisants, et les charges des copropriétaires de plus en plus lourdes : + 35 % en un an ! A Grigny 2, la gare annoncée pour 1971 ne fonctionnera qu'en 1974, deux groupes scolaires sur les cinq promis sont réalisés, les deux CES, le CET et la salle des sports sont toujours d'aussi beaux rêves que sur la publicité. Par contre les charges sont passées de 390 à 590 F par trimestre pour un 3 pièces. Et pour les habitations de Chevy 2, il y a tout lieu de penser que « le même promoteur, les mêmes méthodes, la



D.R.

même équipe... conduiront aux mêmes résultats ».

Il fallait réagir. La première mobilisation s'est faite sur ce qui était le plus apparent, le plus sensible : la défense des arbres contre le béton. Le premier adversaire désigné, c'est le préfet — c'est-à-dire le pouvoir politique. Voilà qui satisfaisait tout à fait le PC : le programme commun n'a-t-il pas prévu de défendre les arbres de la vallée de Chevreuse contre les promoteurs ? Non ? Oh, même si ce n'est pas explicitement mentionné, implicitement, cela va de soi, n'est-ce pas ?

Seulement la coalition anti-gouvernementale qui incluait jusqu'à la municipalité centriste de Bures-sur-Yvette n'empêchait pas M. de Balkany de continuer son petit commerce.

Et ça, c'est le souci majeur de Balkany : VENDRE. Alors, les militants d'URBADEMO (qui regroupe des inorganisés, des militants des GAM, du PSU, de l'AMR) se sont tournés d'une part vers les visiteurs de la Floride façon Balkany et vers les habitants de la vallée. Aux premiers, ils expliquent que Balkany ne tient pas ses promesses. Aux seconds, ils montrent ce que représente l'arrivée de Balkany : disparition des derniers espaces verts et aggravation considérable des problèmes de transport. Ah ! les transports ! M. de Balkany vend la ligne de Sceaux avec ses villas ; mais M. Chalandon (l'ancien collaborateur de M. Aranda...) vous dirait aussi bien que moi que la ligne de Sceaux est déjà archi-saturée. M. de Balkany vend la future autoroute Paris-Chartres (A 10), avec ses villas : elle n'est pas encore construite, mais que voulez-vous, M. le Vautour ne paye pas de TVA sur les promesses. Autrement dit, l'absence pour l'instant de moyens de transport adaptés à la croissance de la population contraindra les habitants de Chevy 2 à avoir une, voire deux voitures. Ça promet !

Mais les militants qui luttent contre l'emprise de Balkany sur la vallée de Chevreuse n'ont pas voulu faire de discours contre les « grrrands monopoles et les grrros prromoteurrs » — ça ne prend plus tellement, vous savez. Balkany, c'est le Vautour, un

symbole qui est la nouvelle image de marque du Floridien de Chevy 2. Ils viennent chaque week-end distribuer des tracts aux visiteurs et vont boire avec eux un coup au bar-dégustation généreusement offert par le sieur de Balkany ; ils invitent à des pique-niques-débats. Et Balkany, ça l'énerve ces gens qui prennent le combat révolutionnaire du bon côté !

menaces de mort...

Alors le promoteur a décidé de réagir — à son tour. Il a jugé que l'expression « chasse au vautour », invitant au pique-nique, contenait des menaces de mort. Il a porté plainte et les Renseignements généraux ne se sont plus contentés de fichier et photographier ceux qui distribuait les tracts du dimanche : ils ont perquisitionné chez un militant et saisi une ronéo. Menaces de mort par pique-nique et ronéo interposés : il s'embête pas M. de Balkany ! Et puis il a un peu trop tendance à prêter à ses adversaires les méthodes de ses semblables qui, à Puteaux...

Les militants ont réussi à montrer des choses importantes politiquement, avec ces méthodes nouvelles et ces actions qui ne sont pas faites pour s'emmerder : les liens entre les promoteurs et les pouvoirs publics (« Surveillez vos élus » disent-ils en invitant aux séances publiques des conseils municipaux pour les empêcher de céder aux pressions du Vautour), que l'adversaire principal était Balkany et non le préfet (le plus faible aussi parce qu'il faut qu'il vende vite pour que son argent tourne) et que l'action locale, c'était bigrement politique sans pour autant que les partis cherchent à récupérer ce qui se fait. Des leçons importantes.

Et ce ne sont pas les intimidations judiciaires qui feront céder les militants d'URBADEMO. D'autant plus que, comme ils disent : « Le Vautour ? On veut pas le rôtir, on veut le plumer ! »

Thierry Morus ■

Giscard-Janus

[Il y a un Giscard d'Estaing, que tout le monde connaît et qui parle, fort bien, des « abus de la puissance économique » ou des nécessités d'un « urbanisme de modération ». C'est le Giscard national, qui prépare à Charenton son entrée à l'Elysée.

Et puis il y a le Giscard régional. Le député d'Auvergne, le conseiller général de Rochefort-Montagne. C'est de ce Giscard-là que nous parle notre correspondant.]

Giscard avait présenté et fait avaliser aux maires du canton de Rochefort le projet d'agran-

dissement et de changement de structure d'une laiterie. C'est ainsi que la laiterie Sarliève a passé en deux ans de 7.000 litres/jour (1969) à 100.000 litres/jour en 1971 et est devenue SICA avec comme P.D.G. l'ancien patron Sarliève devenu aussi... maire de Laqueuille. C'est la croissance qui permet aux agriculteurs de se voir payer le litre de lait au-dessous du prix moyen en France. Du coup nos paysans du coin se sont « frotté les oreilles » avec les C.R.S. sur le viaduc Giscard au-dessus de Rochefort (manœuvre de diversion)

pendant que d'autres paysans arrêtaient les citernes de lait de ladite SICA où le Groupe Richemond (Debatisse) a des intérêts.

C'est cette même croissance qui a provoqué dans la nuit du 8 au 9 août dernier la pollution catastrophique de la Miouze. Depuis 1969 l'Amicale des pêcheurs de St-Pierre-Roche, inlassablement, signalait à toutes les autorités la pollution croissante sur cette rivière. Preuves à l'appui (visites, prélèvements, analyses, procès-verbaux) les responsables alertaient les maires, le Conseiller général. Les effluents de laiterie directement déversés dans la rivière chassaient les pêcheurs : 1.200 cartes en 1969, 714 actuellement. Le 8 août 1972, à la suite d'un orage, sur

8 km du cours de la Miouze, en aval de la laiterie, toute vie aérobie est supprimée : deux tonnes de truites vont au fil de l'eau vers le Parc des volcans, asile de la protection de la nature. La colère, longtemps contenue, éclate. Des plaintes sont déposées auprès du Procureur de la République non seulement par la Société de pêche mais par des maires et par des riverains. Les vaches de ces derniers, en effet, se refusaient depuis longtemps à boire l'eau de la Miouze et délaissaient les herbages des bords de la rivière.

La réalité c'est l'emprise économique des anciens bourgeois (Giscard serait-il actionnaire de la SICA comme on le dit à Rochefort ?) et des nouveaux bourgeois (Sarliève, Debatisse).

se). Leur unique loi est celle du pouvoir et du profit qui ne peut se concilier avec la qualité de la vie. La réalité c'est l'emprise politique du ministre et de ses amis sur cette région. La réalité c'est aussi que les plaintes déposées sur le bureau du Procureur de la République y sont encore deux mois après la nuit du 8 août. La justice est une justice de classe, un produit du système. La réalité démontrée par ces faits c'est : une fois de plus les contradictions bien concrètes du discours de Charenton et du régime capitaliste, même si ce régime accouche d'un nouvel enfant centriste à la mode giscardienne. En mars prochain quelques électeurs d'Auvergne sauront s'en souvenir.

Jean FAYARD ■



A l'heure où nous imprimons ce numéro, le cessez-le-feu n'est toujours pas signé au Vietnam. Dernières réticences de circonstance avant l'inéluctable ? Peut-être. Force est de constater en tout cas, et une fois de plus, que c'est Nixon qui, au dernier moment, fait encore marche arrière.

A quelques jours seulement des élections américaines, le tandem Nixon-Kissinger poursuit une valse-hésitation aussi odieuse qu'inquiétante pour l'avenir. Et comme le rappelle Romain Saint-Servan en conclusion de son article, cessez-le-feu ne veut pas encore dire paix : la solidarité vigilante des peuples du monde entier, qui condamnent l'agression américaine, est plus que jamais nécessaire.

Un cessez-le-feu au Vietnam ne voudrait pas dire non plus, en tout état de cause, la fin des luttes de libération dans les autres pays de la péninsule indochinoise. Au Cambodge notamment, le FUNK n'est pas prêt à cautionner un accord général qui remettrait en selle à Phnom-Penh un régime complètement discrédité et déjà battu militairement.

Nous publions aussi dans ce numéro la suite de notre enquête sur le Cambodge.

Il y a quatre mois, le Premier ministre, M. Chou En-Lai estimait que le président américain était dans l'expectative la plus totale à propos du Vietnam, et qu'il était disposé à négocier à 50 %, à se battre à 50 % et que, en tout état de cause, la guerre pouvait aussi bien s'achever dans quatre mois (au moment des élections) que dans quatre ans (fin du mandat présidentiel). Nous étions alors en juin et cette analyse correspondait parfaitement à la réalité : la négociation semblait ne pas vouloir « bouger », ne pas vouloir sortir de cette phase d'INTOXICATION dans laquelle Nixon et ses représentants à Paris l'avaient enfermée. D'où la complexité de notre double tâche de militant et d'informateur : d'une part, il nous fallait dénoncer les agissements criminels de Nixon et apporter notre soutien sans réserve à nos camarades vietnamiens (et indochinois), et préparer, de l'autre, nos lecteurs à l'éventualité d'une véritable négociation, ce qui impliquait de notre part le risque de saper à la base l'action militante.

D'évidence la négociation s'est engagée aujourd'hui dans une voie de non-retour et dans le sens souhaité par les négociateurs vietnamiens, encore que ceux-ci aient fait d'importantes concessions formelles.

Accord entre super-grands ?

Qu'est-ce qui a transformé le « faucon-Nixon » en « colombe » de la paix ? Jamais avant lui, un président américain n'avait porté la guerre aussi loin, frappé aussi fort et cruellement, désiré autant l'extermination physique de l'adversaire et d'un peuple ! Et in-

versement, jamais dans l'histoire de l'humanité — et compte tenu du rapport inégal des forces, un peuple n'avait fait preuve d'autant de détermination, de courage, de lucidité, de responsabilité politique que le peuple vietnamien ! Cette résistance, en fin de compte, a eu raison de cette force-là, mais ne saurait expliquer entièrement, ce qu'il est convenu présentement d'appeler le « revirement » de la politique de Nixon.

Alors quoi ? Est-ce l'approche des élections ? Le désir de Nixon de tenir sa promesse de 68, de terminer la guerre avant la fin de son mandat ? Et d'en inaugurer un nouveau en se présentant comme l'homme-qui-mit-un-terme - à - la-sale-guerre-du-Vietnam ? Sans doute les élections ont-elles joué un rôle en ce sens qu'elles ont « précipité », hâté un processus mais il ne peut s'agir que d'un rôle secondaire, étant donné que la flambée « McGovern » de juillet a fait long feu, et que, en aucun moment, Nixon n'a été vraiment menacé par le candidat démocrate.

Alors quoi ? Y a-t-il eu accord entre super-grands sur le dos des patriotes indochinois ? Un accord qui, au nom de la coexistence pacifique, mette sous le boisseau la révolution sociale, cette révolution qui est en train d'ébranler tout le Sud-Est asiatique ? Non assurément. Parce que, en premier lieu, les forces d'Indochine ont acquis dans la lutte et sur le terrain, une telle autonomie politique qu'il est impensable de les imaginer, subordonnant leurs intérêts à ceux de puissances étrangères, fussent-elles leurs alliés ou leurs amis. En second lieu, parce que rien ne prouve que les intérêts de ces puissances convergent forcément en faveur d'une solution négociée. Prenons

La force des idées et des idées

à titre d'exemple : l'incroyable position soviétique face au problème de la représentativité du FUNK. Nous savons que les « funkistes » ont étendu leur pouvoir sur la presque totalité du territoire cambodgien et qu'ils contrôlent au moins les deux tiers de la population ; que le GRUNK est reconnu par un grand nombre de pays « tiers » ; que le régime fasciste de Lon Nol est si exécré qu'il est détesté de plus en plus par ses propres partisans et qu'il n'existe plus à Phnom Penh qu'une équipe d'intellectuels et de militaires « occidentalisés », déculturisés, coupés du peuple, et avides de profiter au maximum de cette guerre. Or, c'est ce régime que Moscou, après les Américains, est en train de vouloir sauver, en essayant d'imposer au Cambodge un « cessez-le-feu » entre Lon Nol et les « communistes », Sihanouk étant naturellement évincé. Les Soviétiques n'arrivent pas à digérer la révolution cambodgienne, dans la mesure où elle échappe presque totalement à leur contrôle ; dans la mesure où, à leurs yeux, elle est subordonnée à Pékin, donc forcément anti-soviétique. Lon Nol chancelant leur paraît plus vulnérable que Sihanouk triomphant, et il n'est pas dit qu'un jour très prochain, Moscou ne prenne officiellement la relève des Américains au Cambodge : la démission récente de Son Ngoc Tanh semble avoir été accueillie avec plaisir par le Kremlin, et si notre analyse devait s'avérer, les Soviétiques commettraient une faute politique majeure dont ils se remettraient difficilement. Cet exemple prouve en tout cas les contradictions entre « les grands », et partant, atténue la portée de leurs interventions.

Le monde a changé

Alors quoi ? Qu'est-ce qui fait négocier Nixon ? C'est la force des choses, une situa-

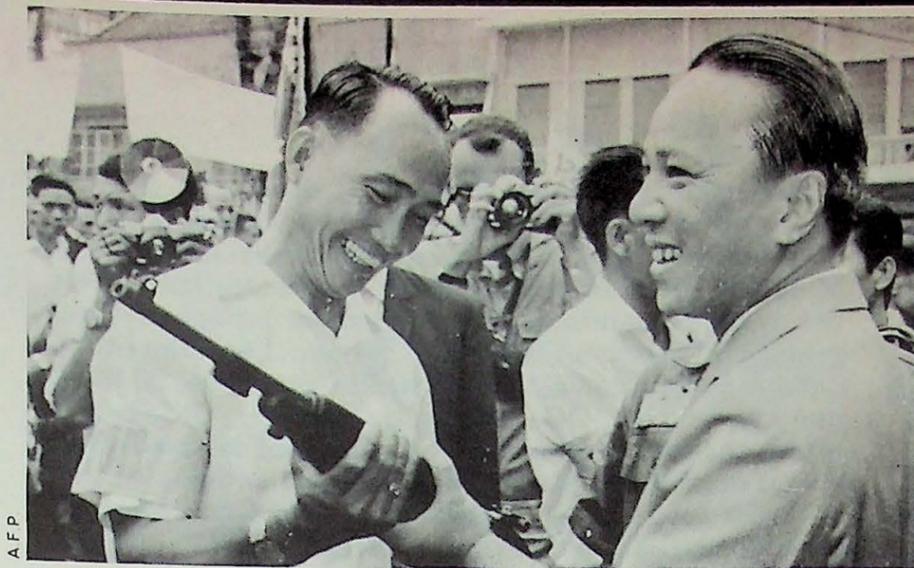
tion dans laquelle Nixon estime qu'il n'a plus d'autre issue que la négociation ; moins parce qu'il juge l'Amérique incapable de continuer la guerre parce qu'il considère cette guerre comme un non-sens, voire un danger pour la politique planétaire qu'il a entreprise, depuis le jour où il a décidé de rompre vingt années de guerre chaude et froide avec la Chine. Il se trouve dans la même position qu'un manager qui a décidé d'investir un marché selon une politique donnée, et qui se rend compte qu'elle est en train de le mener à la faillite, s'il ne la change pas à temps.

De 1968 à 72, alors que Nixon est aux prises avec le problème vietnamien, le monde a changé : le conflit sino-soviétique débouche sur une crise aiguë à l'issue de laquelle la Chine, tout en consolidant les mutations nées de la Révolution culturelle, prépare, avec l'éviction de Lin Piao, son « New-look » politique ; l'intervention soviétique derrière l'Inde, dans le conflit pakistanais montre que pour Moscou, la coexistence pacifique a des limites et les Américains ont eu le sentiment qu'ils avaient été « floués » ; de même voient-ils d'un mauvais œil le rapprochement Brandt-Brejnev, les tentations « européennes » de Londres ; la menace économique japonaise se précise : le yen s'affermir au détriment du dollar et profitant de la présence américaine s'infiltrer dans les pays « alliés », s'y investit, semble tirer les marrons d'un feu attisé par d'autres ; enfin, « last but not least » la Guerre du Vietnam, après l'intervention américaine au Cambodge en juin 70, devient redoutablement impopulaire.

Une Amérique immobilisée au Vietnam face à un monde en pleine mue. Et pour une guerre dont un des fondements essentiels, sinon le fondement capital (du côté américain) est en train de disparaître, savoir la menace chinoise. Sans cette menace, la neutralisation de la péninsule indochinoise,



Le régime délirant



Thieu : Capable ni de gagner la guerre, ni de ramener la paix.

jugée hier scandaleuse, devient de plus en plus CREDIBLE d'autant plus que l'Indonésie « neutraliste » en basculant dans l'orbite américaine amoindrit considérablement l'importance stratégique du Vietnam dans la perspective d'un contrôle du Pacifique...

Une nouvelle « longue marche »

Tous ces faits se conjuguant amènent Nixon et son équipe à considérer comme révolue — du moins en Asie — une ère politique qu'on pourrait qualifier de « formosane » et qui consistait en gros à s'appuyer sur des anti-communistes farouches fabriqués de toutes pièces par les services secrets américains, aidés dans leurs tâches par une équipe d'intellectuels « américanisés » et par une bourgeoisie de nature compradorienne (liée à l'import-export). En renouant avec la Chine, Nixon pense qu'il dispose d'un facteur psychologique considérable pour rendre crédible sa « nouvelle politique » et il ne cache pas d'ailleurs qu'il attend beaucoup des Chinois, puis des Soviétiques pour faire admettre à leurs « amis » vietnamiens le bien-fondé de son désengagement, sa volonté de négocier « sérieusement »...

Ce sont les peuples qui font l'histoire non les chefs d'Etat. Pour n'avoir pas compris cette loi première de l'histoire, Nixon va essayer échec sur échec. En outre, en s'engageant dans le mouvement décrit plus haut, tel l'apprenti sorcier, il va déclencher un processus irréversible qui, dans une certaine mesure, se retournera contre lui : les deux Corées mettant un terme à des années de guerre froide s'engagent dans la réunification ; à Pékin, le premier Japonais Tanaka, libéré de tout complexe vis-à-vis de son allié, amorce avec la Chine une négociation dont les retombées politiques et économiques risquent de sur-

prendre le monde ; c'est l'Asie qui liquide les séquelles du colonialisme et du néo-colonialisme, et reconstitue son unité : et aucune force au monde ne pourra l'arrêter dans sa nouvelle « longue marche ». C'est la force des idées. Et les Thieu, les Lon Nol, les Tchong Kai Tchek, comme hier les Diem, les Phoumi paraissent les bouffons dépassés d'une histoire qui n'est plus la leur. Qui vient d'ailleurs à leur secours ? Les « anciens » d'Indochine, Letourneau, les Salan, les fascistes d'Ordre Nouveau, tous les nostalgiques d'un monde révolu ; prêts à prendre, par Américains interposés, leur revanche sur les guerres coloniales perdues.

Dans le temps où Nixon pense en termes de « grande politique », c'est au Vietnam que se situe le lieu des contradictions de son entreprise. Cela se sent dans les pourparlers de Paris : face aux propositions POLITIQUES des patriotes vietnamiens, les Américains opposent des solutions MILITAIRES (retrait des troupes du Nord et tenue des élections organisées par Thieu ; retour des communistes au sein de la « communauté nationale »). Dialogue de sourds. La négociation se bloque autour de la priorité à accorder, soit au « politique », soit au « militaire ». Au vrai, Nixon veut faire avaliser par la partie adverse la vietnamisation. Et avec la bénédiction de Thieu.

Tout le peuple

Dans ce contexte, l'offensive de Pâques 72 met à nu ce que nous savions déjà : par pans entiers, l'armature politico-militaire du régime de Thieu s'effondre. Les patriotes reprénnent, en enlevant les bases l'une après l'autre, les provinces des hauts-plateaux ; ils étendent leur contrôle dans les provinces alluviales et deltaïques ; les 13 divisions « d'élite » qui constituaient le fer de lance de l'armée sud-vietnamienne, ont été soit décimées, soit durement ébréchées, soit amputées tout au long de l'été, en une série de combats fixateurs autour des villes ou le long des axes de communication. La réaction américaine est à la mesure de la rage des responsables militaires qui découvrent que le Vietnam du Sud est en train de revenir à la situation initiale, celle qui a précédé l'intervention américaine. Blocus du Nord. Attaques massives contre tout ce qui bouge, tout ce qui vit. Villes conquises par les patriotes, villes détruites par l'aviation. Indéniablement, on en revient à la guerre d'usure. Aux attaques spectaculaires de la première phase de l'offensive, les patriotes ont adopté la tactique de la « guérilla modernisée », coordonnant étroitement les forces de la « DCA-Aviation » à celles d'unités d'infanterie regroupées en petites compagnies volantes. A Quang Tri (ville) de 100 à 300 hommes ont tenu pendant trois mois une position qui, militairement, comme nous l'avions écrit dans ces colonnes, paraissait vulnérable. Et encore, la ville n'a pas été reprise par les troupes de Saigon, elle a été tout simplement rasée. Cette tactique non

seulement est destructrice pour les gouvernementaux mais elle permet aux réguliers de récupérer, et de prendre, au moment opportun, l'offensive. Ce fut le cas à Que Son en août, des Hauts-Plateaux en septembre... de la grande banlieue de Saigon en octobre.

Thieu avait fait le pari qu'il reprendrait en trois mois les positions perdues. Il a perdu son pari en dépit d'une réaméricanisation de la guerre : en dépit d'offensives purement imaginaires ; en dépit d'une certaine combativité de ses troupes d'élite qui ont été littéralement sacrifiées par leur chef pour sauver la « Vietnamisation ». Mais ce pari, c'était aussi celui de Nixon. Et il l'a perdu au Laos, quand l'offensive menée par le général Van Pao, à la tête de près de 10.000 mercenaires thaïlandais, a tourné court dans la plaine des Jarres. Il l'a perdu au Cambodge où, de mai à septembre, les troupes funkistes ont littéralement déblayé le terrain devant elles, occupant en profondeur l'espace conquis, contrôlant les principaux axes de communication, et poussant leur offensive jusque dans les villes. Il l'a perdu au Nord-Vietnam où les effets du blocus ont été levés peu à peu grâce à un type de guerre que le général Giap a qualifié « de tout nouveau » : « Tout le peuple combat les forces aériennes et navales ennemies ; tout le peuple se livre aux travaux de défense et de protection ; tout le peuple assure les communications et transports ; tout le peuple participe à la fois au combat et à la production ; tout le peuple défend l'arrière tout en servant le front ».

Thieu n'a pas désarmé

Cette situation militaire a été décisive sur le Front de la négociation : Kissinger a reconnu que le politique devait primer sur le militaire. Dès lors la négociation se débloquait autour de la remise en question du régime actuel et secondairement autour du problème des prisonniers dans les deux camps. Or d'après ce que nous savons, l'accord de base duquel tout dépend, reprend pour l'essentiel les propositions du GRP tout particulièrement celle se rapportant au gouvernement de Concorde nationale. Autrement dit les Américains reconnaissent que le régime de Thieu n'est plus représentatif, n'est capable ni de gagner la guerre, ni de ramener la paix et comme le retrait américain est affirmé presque parallèlement, cela revient indirectement à accréditer la thèse d'un régime fantoche qui ne doit sa survie qu'à la protection américaine. Toutes les idées défendues depuis 1962 par les patriotes passent à travers la négociation.

Et Thieu le sait qui n'a pas désarmé. Ce qui nous laisse légèrement sceptiques sur le « bon fonctionnement » de ce gouvernement, dit des trois composantes. Les Américains, pour sauver leur « grande politique », mettront peut-être un terme à la guerre. Mais la guerre du Vietnam finira-t-elle pour autant ?

Romain SAINT-SERVAN ■

Continuité et rupture caractérisent donc le programme élaboré par le comité central du FUNK. Il ne pouvait en être autrement, la présence du prince, à la tête du gouvernement révolutionnaire est là pour attester une certaine continuité, et la volonté d'affirmer les traits spécifiquement khmers de la révolution. Mais en définitive, c'est la lutte, et elle seule, qui déterminera les formes et modalités de cette synthèse : « la ligne tracée par les militants de l'intérieur doit être celle de tous les membres du FUNK, écrit un dirigeant cambodgien... A l'intérieur comme à l'extérieur du Cambodge, nous sommes tous au service de notre peuple combattant. Si nous voulons être ou devenir ses représentants authentiques, il nous faudra nécessairement écouter cette voix de l'intérieur ».

Ce point est important. Il nous permet de lever deux réserves :

— Pour certains, le FUNK est né d'une sorte... de mariage de raison plus ou moins imposé par les circonstances, et par Chinois et Vietnamiens interposés, aux nationalistes (les « sihanoukistes ») et révolutionnaires (les marxistes) cambodgiens. Ce « mariage » risque de sombrer dans la lutte, au mieux de se modifier...

— Pour d'autres, le programme et l'action politiques du FUNK sont dominés par l'idéologie nationaliste, et que par conséquent la révolution sociale risque de passer au second plan, d'être subordonnée au Front des seules luttes anti-impérialistes (contre les USA, les régimes de Saigon et de Bangkok).

Deux courants

— Effectivement — et pour schématiser — il existe au sein du FUNK deux courants politiques ; mais ces courants correspondent à des réalités vivantes, des réalités khmères. Quand la Chine décide de soutenir Norodom Sihanouk, elle ne se contente pas d'aider un homme à conserver le pouvoir, elle prend conscience d'une réalité politique : il a le soutien des masses rurales et du clergé bouddhique des campagnes, d'abord parce qu'il a été le roi et que la monarchie, par son caractère sacré (culte du Linga royal), a profondément imprégné la mentalité paysanne ; ensuite parce qu'il a été à l'origine d'une certaine forme de rénovation du bouddhisme, de son enseignement et ceci pour éviter les risques d'une dangereuse occidentalisation du peuple ; enfin parce que, grâce au dynamisme de sa politique étrangère, « le Cambodge a été le seul pays à sauvegarder son unité nationale » (Ieng Sary). Telle est la réalité « nationaliste ». Pour les révolutionnaires, même s'ils ont eu à subir les rigueurs de la répression, la participation du prince (et de ce qu'il représente) à leur lutte est capitale, et si mariage de raison il y eut, il fut en



A.F.P.

tout cas accueilli avec enthousiasme par tous les Khmers en lutte contre la clique « Lon Nol et Cie ». Le ralliement à son appel des forces dites de « gauche » a été selon leur propre expression sans réserve. De même a été sans réserve le soutien apporté, les 7-8 mai 70, au programme politique, par la résistance intérieure ; lequel programme sera appliqué dès le mois d'août dans les zones libérées.

— L'expression « sans réserve » appartient-elle à ces formules creuses, comme on en trouve tant dans les discours révolutionnaires ? Assurément non et pour une raison simple : dans ce pays, les forces de « gauche » composées pour l'essentiel d'intellectuels ne se sont jamais présentées comme un bloc monolithique. Il y a bien sûr les « anciens », appartenant plus ou moins, soit à des réseaux de résistance issus de la première guerre d'Indochine, soit au groupe « Pracheachon » (Groupe du peuple) qui a connu, sous le « sihanoukisme », une existence légale, semi-légale ou franchement clandestine. Les fameux « Khmers rouges » ce sont eux ! Ils sont assez bien implantés dans les régions de Kratié, Takéo, Kompong Cham et probablement dans les provinces frontalières du Bec du Canard.

A part Son Ngoc Minh, supposé fondateur de ce mouvement et leng Sary qui a rejoint les maquis dès 63, on connaît peu visages et noms des chefs. Clandestinité oblige. Une seconde ligne révolutionnaire semble se dessiner autour d'intellectuels aux personnalités très marquantes : Khieu Samphan (ministre de la défense nationale du GRUNC), Hou Youn' (ministre de l'Intérieur, des réformés communales et des coopératives), Hu Nim (ministre de l'Information), Chau Seng (ministre chargé des missions spéciales du GRUNC). Ils ont en commun, outre leur formation marxiste, d'avoir participé au sein du Sangkum, à des postes de direction politique, ou tout au moins d'avoir joué un rôle de contestation non négligeable, tout en acceptant la règle du jeu princier. Cette élite n'était pas parvenue à se faire entendre, ni du prince, ni du peuple.

Un service inestimable...

Du premier, car ils étaient suspectés « d'anti-patriotisme » (le prince devait par la suite reconnaître son erreur). Du second, parce qu'ils n'avaient pas réussi à trouver le chemin du réel, se mettre « à l'école du peuple ». Leur départ pour le maquis en 1967 (Chau Seng quant à lui ira achever à Montpellier une thèse de troisième cycle sur l'Education au Cambodge), constitue une première étape importante en ce sens. En plongeant le pays dans la guerre, Lon Nol a rendu un service inestimable aux uns et aux autres : il a permis aux « révolutionnaires » d'affirmer un patriotisme farouche et de se réconcilier avec le réel, et aux « nationalistes » de se convaincre désormais de la nécessité de forcer certaines mutations. Le seul service que Lon Nol ait rendu bien involontairement au peuple cambodgien, est de lui avoir permis, nous dit un camarade du FUNK, de « faire un bond de cinquante ans, voire un siècle, dans l'Histoire ».

C'est donc sans réserve que Norodom Sihanouk préside aux destinées de la révolution funkiste. Toute tentative pour diviser ce mouvement, se heurtera à cette volonté des dirigeants révolutionnaires de confier au peuple et à lui seul, dans et par le combat révolutionnaire, la responsabilité de fonder son destin. Si le Cambodge Nouveau se dessine dès à présent, c'est moins dans les textes qui préfigurent une ligne politique d'ensemble, que dans les formes de lutte que mène le peuple, au niveau des hameaux (phum), des communes (khum), des provinces (khét), des villes, au niveau des communautés religieuses, au niveau des âmes. (A suivre.) ■

Un souffle de printemps

« Le régime a pris pour devise », disait l'un des orateurs, un vieux proverbe tchèque : « Ferme ta gueule et travaille ». Les 3.000 personnes rassemblées à la Mutualité jeudi 26 octobre pour manifester leur solidarité avec les emprisonnés politiques en Tchécoslovaquie refusaient, précisément, de la fermer. Les orateurs de nombreuses organisations (Objectif socialiste, AMR, Ligue communiste, OCI, Comité du 5 janvier, CIC, Jury International, PSU) étaient venus apporter le témoignage vivant de cette solidarité. Mais les plus écoutés ce soir-là furent ceux qui, à divers titres, nous apportaient des témoignages assourdis mais vivaces du combat de l'opposition socialiste.

VALERIO OCHETTO, journaliste communiste italien, interné pendant plus d'un mois, racontant le nouveau processus de l'Aveu dans les geôles de Prague ; « avec moi, disait-il, il y avait un vieux travailleur, plus vieux par la fatigue que par l'âge, et qui disait : « j'ai travaillé sous le régime fasciste pendant la guerre, puis sous le régime capitaliste de l'après-guerre, puis sous le régime communiste, jamais je n'ai eu la possibilité de relever la tête, jamais une perspective de bonheur ; un jour j'ai dit assez ! je ne travaille plus » — il a été arrêté et accusé de parasitisme... »

Jan Sling, fils du dirigeant communiste Otto Sling, condamné et pendu il y a tout juste vingt ans dans la fournaise de Slansky, exposant les positions politiques de l'opposition socialiste, organisée depuis le XIV^e Congrès qui s'était tenu clandestinement sous la protection des travailleurs dans l'usine CKD de Prague, et dont les buts ne sont pas la restauration du capitalisme mais la poursuite de l'expérience de socialisme pluraliste et autogestionnaire que les tanks russes sont venus briser.

Jiri Pelikan, enfin, ancien directeur de la radio-télévision tchécoslovaque, élu au Comité Central du Parti précisément au cours de ce XIV^e Congrès, rappelait qu'à la veille de la Confé-

rence Européenne de Sécurité le groupe dirigeant tchécoslovaque et leurs maîtres du Kremlin ont intérêt à ce que la répression ne soit pas trop sensible contre l'opposition pour étouffer son combat par le silence de l'oubli, et que dans ce moment-là, la solidarité de tous les progressistes est plus que jamais indispensable.

La répression n'est pas de même ordre que celle des années cinquante, mais elle est la répression. Mais, malgré l'évocation des prisons et des procès, malgré la colère contre ceux qui usurpent le nom du socialisme pour combattre la liberté, il passait dans le rappel de ce que fut le Prague de janvier à août 1968, avec cette joie et ce bonheur de la liberté agissante qui invente un nouveau visage du socialisme, comme un souffle de Printemps.

C'est Michel Rocard qui rappelait au terme d'une vigoureuse intervention, que le véritable internationalisme est, plus encore que dans une solidarité dont les emprisonnés tchèques savent qu'elle leur est acquise, dans notre propre capacité à réaliser ici en France ce socialisme pour lequel, à Prague, Brno ou Bratislava, des hommes et des femmes connus ou inconnus, souffrent de la liberté qu'on leur a ôtée...

Thierry Morus ■

le bas niveau de productivité et la négligence au travail — dont il faut rappeler qu'elle se produit aussi dans les pays capitalistes — c'est le moyen pour l'ouvrier de manifester son aliénation et son refus de sa condition. Naturellement il y a aussi une oppo-



Jan Sling à la tribune : des témoignages assourdis mais vivaces.

sition plus active, plus engagée, qui dépasse cette forme spontanée et pas encore axée sur un contenu politique. Mais dans ce tract que j'évoquais, distribué au début janvier, il y avait des mots d'ordre qui disaient, dans les syndicats, de refuser les candidats officiels et de proposer des militants engagés (pas nécessairement dans l'opposition), de chercher à élire des militants de base qui s'engagent à défendre les droits de leurs camarades. Naturellement, c'est difficile à exprimer, mais il faut rappeler que la classe ouvrière tchèque a une longue tradition, qu'en 1963 il y a eu des révoltes ouvrières dont on n'a rien su sur le moment, dont on n'a connu l'ampleur que plus tard — ils avaient même occupé, pour un jour la ville de Pilsen. A cause de cette tradition de militantisme et de défense des droits syndicaux de la classe ouvrière tchèque, je pense que les formes plus actives d'expression politique continueront à se manifester d'une manière ou d'une autre.

T.S. — Enfin, les militants emprisonnés auront-ils la possibilité d'avoir des échos de la solidarité qui s'organise dans le monde, en particulier à travers un meeting comme celui-ci ?

V.O. — Dans la première phase, avant le procès, c'est très difficile et l'imperméabilité est absolue. Je me rappelle mon cas où rien n'est arrivé de la solidarité qui s'est organisée autour de moi. Mais après qu'ils ont été condamnés, envoyés dans les camps de travail, il y a davantage de possibilités d'échanges parce que le contrôle est moins fort, qu'ils ont le droit de voir des familiers, de recevoir des journaux du parti communiste (par exemple, du parti communiste italien ou anglais). Il est certain que des échos finissent par arriver aux prisonniers politiques condamnés et c'est très important.

Jan Sling. — Oui, certainement : toute pression de la gauche européenne contre ce régime d'oppression est très efficace et aide ceux de nos camarades qui sont restés et luttent en Tchécoslovaquie. ■

Entretien avec Valerio Ochetto

T.S. — Pouvez-vous préciser et expliquer comment l'opposition socialiste en Tchécoslovaquie agit et se développe, renforce son influence parmi les travailleurs tchèques ?

Valerio Ochetto. — L'opposition tchèque a une façon particulière, originale, d'expression — ce qui s'appelle en tchèque les « letaki ». Ce sont des tracts tapés à la machine, chaque militant en fait cinq copies et après les envoie par la poste dans tout le pays. Ceux qui les reçoivent, même s'ils ne savent pas d'où viennent ces tracts, savent qu'ils doivent à leur tour les taper à la machine et les diffuser. C'est là la méthode la plus originale de l'opposition tchèque qui permet de contrer les informations édulcorées que diffuse le pouvoir par la presse normalisée.

On peut se demander si cela continue après les procès de l'été. Je pense que oui, parce que dans ma cellule (j'étais surtout avec des droits communs mais l'un des prisonniers était politique, même s'il ne faisait pas partie de l'opposition — un isolé, on peut dire), en discutant avec lui, évoquant le fait que les prisons étaient remplies de militants, il m'a

dit : « Je pense que le mouvement continuera, prenez mon cas : je ne fais partie d'aucun groupe, mais moi-même je faisais cela et je recommanderai dès que je retournerai en liberté. » Outre les militants organisés, il y a l'appui de la population, et il suffit qu'il reste deux ou trois personnes pour que reprenne cette circulation d'idées critiques.

Je veux dire encore que, le jour même où il y avait des arrestations — cela je l'ai appris quand je suis sorti — dans des usines de Prague est sorti un tract de l'opposition, diffusé par les ouvriers.

T.S. — On avait l'impression, il y a quelques mois que l'opposition se manifestait surtout par un refus des travailleurs de collaborer à la production, une désertion des postes de travail, l'absentéisme et la réduction des cadences. Est-ce que cela existe toujours, est-ce que c'est conscient et organisé, ou est-ce simplement de l'apathie, de la résignation ?

V.O. — Les deux formes existent. En général, il y a cette forme de résistance passive qui s'exprime par



Cet homme est dangereux

Pour un météore de la politique, Pierre Elliot Trudeau ne se porte pas trop mal. Il y a cinq ans, à peu près tout le monde disait de lui au Canada : « C'est un joyeux farceur ». Brillant, c'est vrai, mais pas sérieux.

Bien entendu, tout le monde s'est trompé. L'homme qui, un beau jour d'été, fit soudain irruption en bermuda dans la Chambre des Communes, en est devenu le premier personnage. « Cet homme est dangereux », déclarait récemment encore un syndicaliste québécois, Pierre Vade Boncœur, qui fut naguère l'un de ses amis.

VICTORIEUX pour la seconde fois aux élections fédérales, Trudeau, bête noire et suprême espoir des séparatistes, apparaît-il, comme on l'a souvent dit, comme un atout de plus dans la course à l'indépendance du Québec? Aux élections précédentes, celles de 1968, certains leaders séparatistes allèrent jusqu'à recommander à leurs partisans de « voter Trudeau ». « Son intransigeance face au problème québécois nous rend finalement service. Cet homme sera le fossoyeur du Canada. Sa victoire achèvera de disloquer cet édifice qui a pour nom Canada, qui a déjà bien du mal à tenir tout seul debout. »

Que s'est-il passé? C'est une histoire exemplaire car, à elle seule, elle éclaire singulièrement l'histoire du Canada de ces dernières années.

Dans un pays où tout s'écrit en double — deux langues, deux histoires, deux gouvernements — Pierre Trudeau, plus que tout autre Canadien français, est à l'origine un homme partagé : un père francophone, une mère anglophone ; la première langue que Trudeau a parlée est sans doute l'anglais. Jusqu'à 12 ans, il fait le coup de poing à la sortie de l'école contre les petits Canadiens français. Il racontera un jour : « En classe d'histoire, lorsqu'on arrivait à la défaite française de Québec de 1759, j'applaudissais. J'étais le seul ».

Sac à dos

Lorsqu'en 1968, Pierre Trudeau est devenu Premier ministre du Canada, nombre de Québécois ont sauté de joie. Enfin, un des leurs entrait à Ottawa. Mais Trudeau était-il un des leurs?

À la différence des Canadiens français, Trudeau a toujours eu, face à l'existence, une approche privilégiée. Son père, qui a jeté les bases de son immense fortune pendant la Grande Dépression, l'a préservé définitivement de tout souci matériel. Trudeau n'a jamais connu les injustices et la discrimination qui ont poussé tant de Canadiens français au séparatisme. Pour n'être pas submergé par la mer anglophone, « l'îlot » francophone du Québec a dû vivre pendant deux siècles replié sur lui-même. Pas Trudeau. Par sa double appartenance, sa fortune, il a, et très vite, contrairement à la plupart des Canadiens français, une ouverture sur le monde extérieur.

Sac au dos, ce fils de milliardaire a parcouru le monde dans sa vingtième année. Ce cosmopolite revient au Québec en pleine période Duplessis, un nationaliste obtus épris des valeurs ancestrales qui aurait pu faire sienne la devise « travail, famille, patrie ».

Autoritaire, paternaliste, Maurice Duplessis, Premier ministre du Québec, gouverna la « Belle Province » de 1944 à 1959 à peu près comme on gère une épicerie.

Autonome avant la lettre, et à sa manière, Duplessis tenta, durant toute sa vie, de grignoter les pouvoirs du gouvernement fédéral d'Ottawa, notamment dans le domaine financier. Le règne de Duplessis apparaît aujourd'hui pour beaucoup de Québécois comme le Moyen Âge. Mais à l'époque, rares étaient ceux qui s'opposaient à lui. Trudeau fut de ceux-là. Cette période « obscurantiste » l'a profondément marqué. Il a pu constater combien ce nationalisme à la Duplessis, avant-goût du fascisme, pouvait être pernicieux et rétrograde pour un peuple déjà foncièrement conservateur. Dans les conflits syndicaux qui opposent Duplessis aux ouvriers, Trudeau prend vigoureusement parti contre le régime. Avec ses amis Pelletier et Marchand qui l'accompagneront plus tard à Ottawa — il prône déjà un fédéralisme égalitaire et centralisateur, « fenêtre ouverte sur l'extérieur », seule issue qui permettra aux francophones d'Amérique d'éviter l'asphyxie.

Le malheur est que, dans son attitude actuelle vis-à-vis du nationalisme québécois, Trudeau en soit resté à 1952. Le séparatisme tel que le conçoivent en 1972 les indépendantistes du P.Q. (Parti québécois) de René Lévesque et les révolutionnaires du F.L.Q. (Front de libération du Québec) n'a rien à voir avec les tendances chauvines et corporatistes du régime de Duplessis.

Trudeaumanie

1963 : un professeur de droit « monte » à Ottawa. Trudeau devient, au parlement fédéral, député libéral du très bourgeois comté de Mont-Royal (Montréal). Il avoue que la politique provinciale ne l'intéresse pas. Pour la plupart des Canadiens anglais, il est un parfait inconnu. Pour quelques Canadiens français, il est tout au plus un nom, un visage. Le député de Mont-Royal ne vas pas tarder à se faire connaître. Rapidement, il gravit les échelons et devient ministre de la Justice. En 1968, le Premier ministre libéral du Canada, Lester Pearson, démissionne. Ce ne sont pas les prétendants qui manquent pour lui succéder. Sur le moment, personne ne pense à Trudeau. Lui-même reconnaît qu'il a bien d'autres chats à fouetter. Ce célibataire, sûr de lui, désinvolte et anticonformiste, que l'on voit toujours au volant de flamboyantes voitures de sport aux côtés d'une « fiancée » — jamais la même — ferait à coup sûr un Premier ministre peu sérieux. Sur tout que l'heure n'est pas à la gau-

dirole : les Canadiens français, de plus en plus impatients, exigent que le gouvernement fédéral prenne enfin en considération leur situation de minoritaires et commencent à ruer dans les brancards. Bref, l'unité du pays est menacée. Le Canada est malade du Québec.

Lorsqu'on lancera pour la première fois le nom de Trudeau, ce sera dans tout le pays un soupir de soulagement : « Mais oui! pourquoi ne pas y avoir pensé plus tôt! » Il lui suffira de paraître pour qu'on croie d'un seul coup tous les problèmes résolus. Il est Canadien français, voilà qui fera plaisir au Québec ; il est fédéraliste, voilà qui contentera les Canadiens anglais ; il est Québécois, en voilà un qui pourra mettre les séparatistes à leur place. Il est bilingue, il est sportif, il est si séduisant, il a tant d'humour. Il a toutes les qualités. Il est élu. Le Canada est atteint de « trudeaumanie ».

Pendant quelque temps, on le verra encore faire des pieds de nez à l'Establishment. Pierre Trudeau n'a pas son pareil pour descendre les escaliers sur la rampe, sauter par la fenêtre quand la porte est trop loin, dire des gros mots, avoir à ses côtés les plus jolies femmes du Canada.

Chasse aux sorcières

Cette figure du « contemporain dans le vent », ce sera son image de marque. Le véritable Trudeau est ailleurs. Sa vraie nature, il l'a révélée lors de la crise d'octobre 1970 où son rôle a été déterminant. Refusant de se rendre aux conditions des ravisseurs de l'attaché commercial britannique, James Richard Cross et du ministre du Travail du Québec, Pierre Laporte, Trudeau fait appel à l'armée et décrète la loi sur les mesures de guerre. Cette législation donne lieu en fait à une véritable chasse aux sorcières. 500 personnes, pour la plupart canadiennes françaises, coupables de séparatisme ou simplement de sympathies, furent ainsi arrêtées sans mandat et détenues sans accusation. Faute de preuves, on dut les relâcher au bout de quelques jours. Dans un pays peu habitué à ces méthodes expéditives, l'attitude de Trudeau a eu le mérite de mettre en lumière un certain nombre de faits. D'abord le renforcement du pouvoir d'Ottawa au détriment des provinces. Dans cette crise, le gouvernement fédéral de Trudeau a empêché par tous les moyens le gouvernement du Québec de riposter. Cet empiètement symbolisera la mainmise effective d'Ottawa sur la plupart des leviers de commande et l'étouffement progressif de la relative autonomie des provinces. Bien des Québécois qui sont loin d'être tous séparatistes en resteront troublés.

Le plus grave est l'attitude de Trudeau face aux séparatistes québécois. Bien sûr, il ne veut pas entendre parler d'indépendance, pas plus que de statut particulier. La seule politique valable pour le Québec, selon lui, c'est le bilinguisme et le biculturalisme à l'échelle du pays. Pour Trudeau, c'est la seule façon de détourner les Québécois du nationalisme en renforçant leur attachement à un pouvoir avec lequel ils pourraient toujours communiquer dans leur langue. Cette politique, qui ne semble guère pour le

moment avoir porté ses fruits, Trudeau semble pratiquement être le seul à y croire sérieusement.

Le Québec des années 60 ne cherchait pas dans son ensemble à se séparer du reste du Canada, il aspirait plutôt à y occuper librement et pleinement sa place propre. Dans ce but, le gouvernement provincial souhaitait le rapatriement de certaines responsabilités que le gouvernement central s'était arrogé sans en avoir le droit. Par sa conception rigide et fédéraliste, Trudeau a mis finalement en éveil les aspirations autonomistes puis séparatistes de beaucoup de Canadiens français. Claude Ryan, l'éditorialiste du journal « Le Devoir » — il est un peu le Beuve-Méry québécois — écrivait la semaine dernière : « C'est à Trudeau que reviendra aux yeux de l'histoire le douteux honneur d'avoir mis un frein à une évolution commencée sous Lester Pearson qui était un Premier ministre anglophone ».

Nu et fanatique

Beaucoup de Canadiens anglais qui pensent qu'une approche pragmatique du problème québécois serait moins dangereuse pour l'unité du pays s'inquiètent d'un tel entêtement. Un homme qui l'a bien connu explique : « Trudeau est très intelligent, mais c'est une intelligence sans chaleur. Ses idées sont le fruit de la raison pure. Il n'est jamais emporté par les sentiments. Quand il adopte un système, il s'y tient pour longtemps et souvent pour toujours. Cet homme est fait d'une pièce, il a un côté nu et fanatique ».

Une telle intolérance favorise à long terme les séparatistes qui pensent que l'indépendance du Québec est non seulement souhaitable mais inéluctable. Les indépendantistes estiment que pour entrer de plain-pied dans l'ère industrielle, il faut que le Québec acquière les grandes compétences qui appartiennent aujourd'hui à Ottawa. « Le Québec, disent-ils, est une colonie de l'intérieur d'une métropole qui est le Canada anglais ».

D'une façon générale, d'ailleurs, l'économie du Canada se porte aujourd'hui assez mal : 26 % de l'économie canadienne est entre les mains des U.S.A. Le Canada est le pays où les Américains investissent le plus : 940 dollars par habitant. Ce problème épineux était au centre de la campagne électorale. Contre cette mainmise croissante, Trudeau, en fait, n'a rien proposé.

Sous prétexte de combattre l'inflation et de favoriser l'essor économique, Trudeau s'est enlisé dans une politique monétaire et fiscale qui ne pouvait contribuer qu'à accroître le chômage. Un demi-million de Canadiens étaient, le mois dernier, sans emploi. Le Canada est parmi les grands pays industriels celui qui a le taux de chômage le plus constamment élevé.

La victoire de Trudeau est une victoire à la Pyrrhus. Que l'électorat québécois ait eu, comme en 1968, un poids décisif dans cette victoire, est significatif.

Le fait que dans un pays l'on conçoive de « voter Trudeau » aux élections fédérales et « séparatiste » aux élections provinciales, prouve que quelque chose ne tourne pas rond...

Julien RACINE. ■

● la c.f.d.t. confirme

Au cours de son Conseil national la CFDT a pris position sur les prochaines élections législatives. Elle confirme les critiques du 15 septembre dernier sur le programme commun.

La CFDT s'est prononcée sur les élections législatives de façon claire. Elle déclare en effet « qu'elle apportera son appui pour battre les forces capitalistes représentées par la majorité actuelle et ses alliés d'aujourd'hui ou de demain, qu'ils s'affirment « centristes » ou « réformateurs », contribuant ainsi à assurer le succès des forces décidées à construire le socialisme ».

L'aspect le plus important de cette position ne constitue pas un assouplissement vis-à-vis du programme commun comme vont le dire certains. En effet, la CFDT affirme auparavant qu'elle a la « volonté syndicale de faire entendre et développer le courant socialiste démocratique et autogestionnaire ».

C'est en fait une position de classe que la CFDT veut ainsi affirmer. Sa condamnation de la majorité actuelle ne souffre d'aucune ambiguïté centriste. L'« Humanité » de lundi feint de s'y tromper, puisque ce journal tronque le communiqué de la CFDT, à l'endroit du texte qui condamne clairement les centristes et les réformateurs.

Il est vrai que le PCF aurait préféré un ralliement inconditionnel au programme commun. Le Conseil national ne l'a pas fait et a maintenu les orientations autogestionnaires de la CFDT sans toutefois se tromper d'adversaire de classe (comme la coupure de « L'Humanité » peut le laisser supposer). Ceci est important et nous y reviendrons prochainement.

F. P.

● C.F.T. exclue

Le 13 septembre une délégation de la C.F.T. était présente à la réunion paritaire convoquée par l'Union des Industries Chimiques. Face à cela les organisations syndicales C.G.T., C.F.D.T., F.O., C.F.T.C. refusent de siéger. La réunion paritaire n'a pas lieu et le patronat prend des décisions unilatérales. La C.G.C. respectant ses positions de classe habituelle avait accepté la présence d'un second syndicat pro-patronal à ses côtés.

Une action a été déclenchée par les travailleurs des organisations ouvrières. Les bureaux des fédérations ont été reçus par M. Camy du ministère du Travail. Devant l'action conjointe des travailleurs dans les entreprises le ministère a reculé et décidé de ne plus convoquer la C.F.T. aux réunions de la commission mixte.

C'est de fait une reconnaissance de la non représentativité de cette organisation fasciste.

C'est un recul important de la part du pouvoir (le secrétaire d'Etat Poncelet ne doit pas être content). L'action unie des travailleurs a permis de marquer des points.

● Dur combat

Lieu : Narbonne, 35.000 habitants, peu ou presque pas d'industries si ce n'est un vestige du passage au gouvernement du socialiste S.F.I.O. G. Guille ; l'usine de traitement du minerai d'uranium de Malvezy, la société Comhurex, liée étroitement au trust Ugine Kuhlmann.

Les forces en présence : d'un côté 160 grévistes (l'entreprise compte 240 salariés) auxquels se sont raliés depuis peu sept travailleurs retour de congé, 167 grévistes syndiqués soit à la FUC CFDT, soit à FO, soit encore à la CGT ou bien encore non syndiqués mais tout autant déterminés à ne pas se laisser tondre. De l'autre, le directeur, M. Falcos Vignes et le PDG M. Costes, démissionnaire le 6 octobre, mandaté le 16 par sa société pour négocier avec les grévistes ; ... des gens dont on ne peut rien dire sinon qu'ils ont une tendance fâcheuse à prendre les autres pour des naïfs.

Les faits : une discussion au cours des journées des 5 et 6

Après la semaine d'action



Ça bouge décidément beaucoup dans le monde du travail. Les syndicats viennent de lancer l'offensive d'octobre : semaine d'action, journée nationale, manifestation. Même le patronat se met de la partie et l'on a craint (?) un moment que les assises nationales du C.N.P.F. ne se terminent par une scission. Tout cela mérite que l'on y regarde d'un peu plus près. Alain Rannou fait ici le point de la semaine écoulée marquée par la semaine d'action C.G.T.-C.F.D.T. et les Assises du Patronat.

Le patronat sera divisé, tout le monde le sait, lui le premier. Sa fraction moderniste s'accommode de plus en plus mal de la fraction conservatrice. Mais jusqu'ici ils avaient réussi à préserver une unité de façade nécessaire au maintien de leur domination.

Si face aux travailleurs le patronat réagissait d'une manière unitaire il réglait ses comptes dans l'ombre, sur le plan politique et la lutte de ces trois dernières années au niveau de l'appareil d'Etat le montre bien. Les tenants d'un capitalisme modernisé et puissant avaient imposé au pouvoir une ligne politique après-gaullienne qui sous couvert de concertation et de nouvelle société, masquait l'aggravation des conditions de vie et de travail de la classe ouvrière. Oui mais voilà : Si économiquement ils sont les plus puissants, l'Etat et la majorité des députés chargés de les représenter à la chambre d'enregistrement sont représentatifs d'une base sociale qu'un progrès économique trop rapide condamne. Renvoyant le tennisman à ses courts le légionnaire s'est installé. Avec lui, au moins, c'est du solide. Le moral des troupes baissait, la morosité s'installait, en deux poings, trois coups de pied il a tout remis en place. Garde-à-vous direction les élections - vant... arche... ! Tout ce qui dans le capitalisme français a besoin de freiner l'expansion pour survivre s'est frotté les mains. On va voir ce que l'on va voir, la lutte de classe ça existe non, et puis tous ces rêveurs dangereux qui parlent d'intégration, de social, de développement, on en profitera pour leur rabattre un caquet que la puissance de leur entreprise place un peu haut.

octobre, discussion exigée de longue date par les travailleurs mais qui tourne court, le PDG se déclarant démissionnaire.

Les revendications : 40 heures sans diminution de salaire - Augmentation du salaire mensuel de 150 F pour tous.

Les moyens d'action : l'occupation 24 h sur 24 de l'usine dans laquelle ils ont pris en charge un certain nombre de responsabilités, dont la sécurité. Et ils ne s'en sortent pas plus mal que les spécialistes, par exemple lorsqu'il s'agit de remettre les fours en marche.

Un comité de solidarité à la grève a été créé avec la ligue, les CIC, les PSU, les CFDT. Pour soutenir matériellement les grévistes, adressez l'argent à :

C. Dubeau, Secrétaire de section - C.C.P. 71543 Montpellier - mention : Solidarité Comhurex.

Correspondant. ■

Seulement le capitalisme moderne pour se développer sans trop de heurts a besoin d'une relative paix sociale. Tout ce bruit ne l'arrange guère et ce n'est pas la présence d'Edgar Faure qui peut vraiment le rassurer. Il lui faut contre-attaquer, les assises du C.N.P.F. sont là pour ça. Huvelin dans son discours inaugural donne le ton : « l'aspect qualificatif du progrès social est au cœur de nos assises ». Antoine Riboud continue en proposant « de fixer des objectifs humains et sociaux comme nous fixons des objectifs économiques ». Il a mis le paquet l'Antoine : « plan social à 5 ans », « il faut réduire les inégalités », « nous avons mis trop longtemps à reconnaître les syndicats ». La riposte fut tout aussi vigoureuse. « Les propositions généreuses ne font pas partie de l'ordre du jour », rappelle-t-on (ça au moins c'est clair). La scission était en vue. Mais les intérêts sont trop forts. Dispersé, le patronat perd beaucoup trop ses moyens. Ceyrac l'a bien compris : « si la politique sociale exige une persévérante continuité cela est vrai tout autant de la politique économique ». C'est bien dit et l'on peut retrouver une apaisante unanimité. Mais quand même il s'est passé quelque chose d'important et nous ne pouvons pas l'ignorer.

Drôles d'assises

D'ailleurs ces assises se passaient à un drôle de moment. Tout de suite après la semaine d'action C.G.T., C.F.D.T., tout de suite avant la journée nationale. La première bâtie plutôt sur les bases stratégiques de la C.F.D.T. comme un relatif succès. La journée nationale de jeudi dernier plutôt C.G.T. mobilisera bien la métallurgie, la chimie et quelques autres branches de l'industrie de pointe. Les manifestations de Paris et de province rassembleront plus de travailleurs que les observateurs et même les organisateurs ne le croyaient. C'est vrai ce n'était pas la pâle manifestation de juin dernier où les communaux des mairies P.C.F. essayaient de faire oublier l'échec de la stratégie cégétiste. On y retrouvera par contre l'affrontement entre les stratégies des deux centrales. « Programme commun » criaient les uns, « augmentation uniforme » répondaient les autres. Cela nous confirme dans notre analyse. Il y a une combativité accrue de la classe ouvrière. C'est à partir de cette combativité et autour des objectifs qu'ils se fixent que nous devons soutenir la lutte des travailleurs. C'est sur le choix de ces objectifs que se font les différenciations.

Regardez toutes les grèves importantes depuis le printemps dernier, toutes celles où la volonté de se battre était la plus forte. Les revendications sont : augmentation uniforme, volonté de contrôler les cadences, diminution des horaires. Malgré toute la force de frappe des appareils C.G.T. et P.C.F. l'échelle mobile n'y figure jamais. Les 50 centimes pour tous ce n'est pas une simplification hâtive des travailleurs. C'est la volonté délibérée de combattre la chute vertigineuse du pouvoir d'achat en s'attaquant à l'organisation de l'entreprise. Souvenez-vous l'interview des deux jeunes femmes du « Joint Français » dans le film de Michel Rocard pour « Armes égales ». Une grève partie sur un problème d'augmentation de salaire et elles disaient « on s'est fait respecter ». « Ce ne sera plus comme avant ». « Maintenant les chefs ne pourront plus faire ce qu'ils veulent ». C'est très significatif. « Amélioration quantitative » de la vie était lié pour elles à « amélioration qualitative ». Ce que les tra-

vailleurs refusent dans notre société ce n'est plus seulement les fins de mois difficiles qui commencent le 15, c'est aussi la division du travail aliénante qu'elle entraîne, c'est l'oppression des chefs, c'est l'aggravation des disparités. C'est encore confus bien sûr mais c'est un fait. Le parti communiste l'a bien compris qui tente de freiner ce mouvement pour le récupérer, quand ce n'est pas en cassant les grèves comme à Michelin. Car on ne peut pas vouloir conserver le système en échangeant les dirigeants et laisser se développer les aspirations à une autre société où l'homme redécouvrira sa valeur.

Sacré Riboud !

Le patronat l'a bien compris lui aussi. Je laisse parler Riboud : « il faut trouver des valeurs qui disciplinent la croissance ». « En regardant dans les entreprises des choses simples seraient découvertes : les w.-c. fermés à clé et réservés à la direction parce qu'agréments de papier, les restaurants d'entreprise aux menus différents ». « Les gens sont de mieux en mieux éduqués, le travail devient de plus en plus ennuyeux ». Car Riboud ce n'est pas un patron égaré, qui n'a pas compris ce qu'est le système et veut faire du social. C'est le patron de Boussois Sochon Neuwesel. Il est dû au profit à l'expansion et vous vous souvenez de la bataille qu'il avait engagé pour prendre le contrôle de Saint-Gobain. Il est parfaitement représentatif du capitalisme expansionniste. Ce capitalisme là est intelligent. Il a compris les contradictions du système. Il cherche à les intégrer pour faire un nouveau bond en avant. Des problèmes se soulèvent à propos de la division du travail. Devaux répond « il faut passer du stade où l'homme doit s'adapter à la machine à celui où la machine s'adapte à l'homme ». Les luttes se développent dans le cadre de vie « notre action doit tendre à créer un style de vie à l'intérieur comme à l'extérieur de l'entreprise », affirme Huvelin. La finalité de l'école est remise en question, Riboud intervient : « refuser l'utilisation du savoir cela reviendrait à donner une Honda 750 à tous les passionnés de moto avec interdiction de s'en servir ». Les problèmes de la pollution sont à l'ordre du jour, ils admettent qu'il y a des limites imposées à la croissance par la pollution et les approvisionnements en matière première. Oui le capitalisme moderne est intelligent. Il représente la seule chance pour le régime de se survivre et c'est pour cela que dans les luttes internes du patronat il vaincra malgré l'opposition des tenants du conservatisme. La capacité d'absorption de ses propres contradictions est étonnante et nous ne devons pas nous voiler les yeux devant. Ce n'est pas une victoire P.C.-P.S. en mars 73 qui suffirait à changer fondamentalement les choses. C'est d'ailleurs prévu et Ceyrac, actuel vice-président pour les questions sociales, sera là dès janvier pour prendre la relève d'Huvelin afin « d'engager le dialogue ».

Mais ce n'est pas de tout cela que les travailleurs ont besoin. Leurs aspirations vont vers la suppression de l'exploitation capitaliste. Ils veulent une société plus juste. C'est sur leur seule force qu'ils doivent compter. Nous y travaillons avec eux. C'est le sens du manifeste que nous proposons : une société socialiste autogestionnaire où les notions de profit et d'exploitation auront disparu, où l'homme retrouvera sa dignité.

Alain RANNOU. ■

CNO

la rencontre de 350 travailleurs révolutionnaires

Disons les choses comme elles sont : avant la rencontre des 28 et 29 octobre à Clichy, peu de gens croyaient vraiment à cette conférence nationale ouvrière. Décidée dans l'agitation du Conseil national du PSU à Juvisy (juin 72), boudée par la Ligue communiste, critiquée par d'autres, elle apparaissait comme un pari utopique, pour ne pas dire stupide, de la part du PSU, de Lutte ouvrière, de l'Alliance marxiste révolutionnaire (AMR).

S'il s'agissait d'un pari, il a été gagné. 350 travailleurs auraient dû participer à cette conférence : il y en a eu 351. On avait dit que la rencontre serait nationale : tous les départements étaient représentés. On avait dit qu'elle serait ouvrière : 68,5% des participants étaient des travailleurs de l'industrie et 0,4% seulement étaient des cadres et ingénieurs. Pour la première fois, le mouvement révolutionnaire a rassemblé des travailleurs de toutes les branches de l'industrie.

Les bureaucrates au vestiaire

On avait dit aussi que cette conférence serait un vaste débat, une large confrontation : les participants ont pu intervenir pendant dix heures dans les travaux de cinq Commissions, sur pratiquement tous les problèmes ou questions qui se posent aux militants ouvriers dans les entreprises : les composants de la classe ouvrière, le contenu socialiste

des luttes, l'organisation actuelle du travail, les luttes politiques et les luttes syndicales, l'unification des luttes.

Dans toutes les Commissions, la discussion a été âpre mais toujours fraternelle...

LA PARTICIPATION

Ouvriers spécialisés ..	15 %
Ouvriers professionnels	34,5 %
Agents techniques	19 %
Employés	24,5 %
Personnel hospitalier ..	6,6 %
Ingénieurs et cadres ..	0,4 %

APPARTENANCE SYNDICALE

CGT	46,5 %
CFDT	41,3 %
FO	8,5 %
Non syndiqués	3,5 %

D'abord parce que on savait que celui qui intervenait était un camarade ouvrier lui aussi. Cela se constatait par le langage employé, la concrétisation des analyses par des exemples vécus personnellement. Si l'on parlait au nom de quelqu'un, c'était toujours « les copains avec qui j'étais dans cette lutte ». Le plus souvent, les interventions commençaient par « dans ma boîte » ou par « je vais vous dire ce que nous avons fait (certains disent : vécu) dans la lutte qui a eu lieu ».

Bref, c'était une discussion entre camarades insérés réellement, quotidiennement dans la vie ouvrière et dans la lutte de cette classe. On avait laissé les intellectuels et les bureaucrates au vestiaire... Et même plus loin, puisqu'une exploration détaillée des couloirs de la Maison du Peuple de Clichy ne nous a pas permis de découvrir le moindre membre du Bureau national du PSU, mis à part les membres de la CNE, chargés de l'organisation et qui

ne sont pas intervenus dans les débats.

Le fait de faire taire les ténors n'a pourtant pas empêché chaque intervenant de toujours préciser dans les débats à quelle organisation il appartenait. Ceci est surprenant lorsqu'on sait avec quelle facilité, et parfois quel plaisir, les travailleurs critiquent les organisations politiques, y compris la leur. Mais à Clichy, face à d'autres camarades ayant fait le choix d'une autre ligne, chacun a retrouvé la fierté de l'appartenance à telle ou telle organisation. Et quand on est fier d'une chose, on le fait savoir. Ce n'est pas aussi simpliste que ce que ça en a l'air.

Les divergences significatives

Chacun se refusant à une organisation et la nature voulant que l'on discute surtout de ce sur quoi on n'est pas d'accord, les points de divergence sont beaucoup mieux apparus que les points de convergence.

Pourtant, il n'est pas inutile de souligner que, au niveau de leur base ouvrière militante, le PSU, L.O. et l'AMR ont une grande convergence de vues sur l'analyse de la société capitaliste actuelle et sur la nécessité et les formes du combat. C'est pour cette raison que les militants de ces organisations se retrouvent bien souvent dans les luttes.

Cette même base ouvrière militante, et non les dirigeants des organisations, a exprimé les divergences profondes dans la pratique comme dans la perspective socialiste. Ceci est particulièrement sensible sur trois points, qui sont souvent

revenus dans le débat, et où l'on trouve L.O. d'un côté, l'AMR et le PSU de l'autre. Sur les Comités de soutien dans les luttes, L.O. est contre. Elle défend le droit d'organisation fractionnelle, alors que le PSU et l'AMR s'arrêtent au droit de tendance. Ces deux organisations (pas unanimement en ce

points, mais les discussions ont aussi permis de constater l'identité de vue, sur de nombreux points, entre l'AMR et le PSU. Le camarade FIANT (AMR) notait avec raison que son organisation et le PSU devaient aller plus loin dans la discussion.

Un pas vers l'unité

Cette conférence nationale ouvrière est un succès. C'est net. Le mouvement révolutionnaire que l'on sait éclaté, pour ne pas dire divisé, a su, par trois de ses composantes, surmonter ces difficultés. Il n'a certes pas pour autant réalisé son unité, mais il a eu au moins le courage de montrer que s'il est un camp où le débat est possible, c'est bien le sien. Puisqu'il a eu lieu.

Les clivages, les divergences apparaissent bien comme réels car ils découlent d'une analyse et d'une pratique différentes. Ils ne se régleront donc pas au niveau des appareils.

Le PSU, L.O. et l'AMR croient à l'unité des révolutionnaires. Ils le prouvent en ouvrant, pour la première fois, le débat d'une manière positive et à son véritable niveau : celui des travailleurs.

Le meilleur enseignement de cette CNO est finalement que par ces 351 participants travailleurs, la démonstration est faite de la présence du mouvement révolutionnaire dans la classe ouvrière et que celle-ci se reconnaît en lui. Cela va gêner pas mal de monde dans la gauche traditionnelle comme chez ceux qui, se revendiquant du mouvement révolutionnaire, ont fui cette confrontation en la qualifiant de gadget.

Jacques FERLUS ■

QUESTIONS...

Trois hauts fonctionnaires, militants révolutionnaires, ayant appartenu (ou appartenant encore) au PSU ; appartenant (ou allant appartenir) à la Ligue communiste, se sont présentés dimanche 29, à 13 h, à la CNO, pour participer à ses travaux.

Arguments de ces camarades auprès du service d'ordre PSU : « Mais nous sommes toujours membres du Parti ». Arguments auprès du service d'ordre L.O. : « Mais nous sommes membres de la Ligue communiste ».

Quelques camarades des GOP ont tenté, en assemblée générale de la CNO, de faire accepter ces « hésitants ». L'assemblée a refusé de voter... Ces camarades sont restés devant la porte où ils ont diffusé un long document : « Pourquoi nous quittons le PSU ».

Questions à la Ligue communiste :

— S'agit-il d'une initiative groupusculaire de ces camarades ?

(tels que nous les connaissons, nous n'en serions pas étonnés).

— S'agit-il d'une mission de commando préconisée par votre organisation ?

(nous n'en serions pas davantage étonnés compte tenu du succès évident de cette CNO auprès des travailleurs).

qui concerne le PSU) préconisent une ligne autogestionnaire, repoussée par L.O.

Les clivages les plus importants ont eu lieu sur ces trois

Ça bouge en Bretagne



Les ouvriers monteurs en matériel d'élevage de Saint-Carreuc terminent leur septième semaine de grève ; ceux des Kaolins de Plémet, leur cinquième semaine.

En raison de l'intransigeance patronale, aucune solution n'est encore en vue.

Le retentissement de ces luttes est moindre que lors de la bataille du Joint Français, parce que ce sont des entreprises de moindre importance et situées en milieu rural. Mais les problèmes qu'elles posent sont au moins aussi graves et la prise de conscience qu'elles provoquent tout aussi importante.

DE quoi s'agit-il ? Des ouvriers les plus mal payés de toute la région (à Plémet le salaire varie entre 4,30 et 5,40 F), qui réclament 55 centimes d'augmentation à Saint-Carreuc, 80 centimes à

Plémet. Réponse du patronat : le silence, le refus de négociation. Pendant que ses ouvriers sont en grève, M. Trémel, directeur de Big Dutchman-France va faire un voyage d'agrément aux Etats-Unis, au

frais d'entreprises capitalistes. Comme au Joint Français, il s'agit d'entreprises extérieures à la région, télécommandées de loin : les Kaolins de Plémet appartiennent à la SGPR (Société Générale des Produits Réfractaires) dont le siège est à Paris. L'usine de montage de Saint-Carreuc reçoit ses pièces de Hollande et appartient à un holding américain (le dix-huitième en importance des Etats-Unis). Il s'agit de patrons de combat (le directeur du personnel de Saint-Carreuc est un ancien adjudant parachutiste), parlant haut et ferme, méprisant l'ouvrier d'ailleurs persuadés d'être des bienfaiteurs, puisqu'ils créent des emplois ! En un mot, une nouvelle race de seigneurs, une nouvelle féodalité tenant sous sa coupe tout un canton, exigeant non seulement la soumission, mais même la reconnaissance d'un troupeau. Vous voulez être au moins au niveau des plus bas salaires de la région ; vous travaillez 70

heures par semaine ; vous êtes transportés comme du bétail ; vous prétendez à un emploi stable ? Très bien, nous fermons l'usine.

Par télex Big Dutchman-Hollande décrète la fermeture de l'usine, licencié 45 ouvriers. Le seul souci du Préfet et de la Direction départementale de l'emploi est d'assurer la « légalité » de la procédure. Ils prétendent obliger les délégués du personnel à participer à cette procédure.

On voit la situation : une fois de plus comme au Joint Français les ouvriers bretons se dressent contre l'exploitation de sociétés nationales ou multinationales, véritables pieuvres tentaculaires, qui n'ont qu'un souci : la recherche du profit maximum sur le dos d'une main-d'œuvre à bon marché, « taillable et corvéable à merci ». Même chantage à la fermeture.

Et cette fois-ci, c'est même plus grave : les patrons veulent arracher aux travailleurs

le seul droit qui leur reste : la grève. Face à ces provocations, la solidarité une fois de plus s'organise. Comités de soutien, quêtes sur la voie publique, galas au profit des grévistes s'organisent et se multiplient. A Plémet, bourgade de 3.500 âmes, le gala organisé par le Comité de soutien local a rassemblé plus de 1.000 personnes.

Il faut que cette solidarité s'étende encore ; que le retentissement de ces luttes exemplaires déborde le plan départemental et prenne une dimension nationale.

Il ne faut à aucun prix que la défaite des gars de Plémet et de Saint-Carreuc soit, pour les patrons, une revanche du Joint Français.

Jean BARS ■

Versements pour le soutien aux grévistes, soit au C.C.P. du Combat Socialiste qui transmettre : 22 3802 Rennes, soit au Comité intersyndical, C.C.P. Jean Pérennez, 295 99 Rennes.

Hachette -

Dans notre numéro 549, nous répondions à l'appel lancé par « Le Point » (P.H.), et nous donnions le compte rendu des réunions communes avec un certain nombre d'organisations et de journaux de gauche ou d'extrême gauche. Révolution, Lutte Ouvrière, Témoignage Chrétien, Rouge, TS, Le Point, Politique Hebdo, Action, l'Internationale ont participé en partie ou en totalité à ces rencontres. La Cause du Peuple était prête, avait-elle dit, à participer à des actions communes.

Ces propositions, nous les avons relatées dans TS : « Une » commune et texte commun sur le problème politique de la presse et sur Hachette ; organisation de 6 heures à la Mutualité et d'une Journée de diffusion et d'explication commune sur les problèmes de la presse et de l'information.

Par ailleurs, nous nous adressons directement au Parti communiste et au Parti socialiste, et à leurs organes « l'Humanité » et « l'Unité » pour leur demander : « Etes-vous prêts à participer à des actions communes contre la domination des puissances financières sur les organes de presse ? Acceptez-vous de débattre publiquement des moyens à envisager pour mener ce combat ? »

Cet appel avait un sens précis. Les communistes ont été les premiers à s'affronter à la libération au trust Hachette. Ce fut l'expérience des M.P.F., les

Messageries Françaises de Presse, et leur échec face à Hachette. Nous constatons aujourd'hui que le programme commun ne semble pas vouloir prendre plus de moyens puisqu'il se contente d'affirmer que « Le statut des NMPP sera modifié de manière à le soustraire à l'emprise du groupe Hachette et à assurer les garanties démocratiques à la distribution de la presse ». La formule, comme on le voit, est vague à souhait et elle ne comporte en particulier aucune proposition de nationalisation.

Il nous faut cependant reconnaître que la timidité du PC et du PS en la matière se rencontre aussi, sinon au stade du discours, du moins dans l'action, lorsque l'on se tourne vers l'extrême gauche. La plupart des organisations contactées nous ont fait comprendre qu'elles avaient des choses plus urgentes à faire par ailleurs. La Ligue communiste, après avoir soutenu activement les propositions faites par « PH » et « TS », après avoir annoncé qu'elle allait mobiliser son organisation vu l'importance qu'elle attachait à ce combat, est totalement revenue sur son accord antérieur.

Il faut croire que les révolutionnaires restent en matière de presse aussi peu prêts à mener une bataille politique que les organisations réformistes. Et cela nous paraît particulièrement grave.

Dans ces conditions, « TS » a choisi de publier cette semaine les éléments d'un dossier que nous aurions voulu commun. Il s'agit des bonnes feuilles du livre « Hachette la Pieuvre », écrit par un militant CFDT. « Le Point » en avait déjà publié d'autres extraits dans son deuxième numéro consacré à Hachette. Par ailleurs, nous publierons dans quelques semaines un nouveau dossier à l'occasion du procès qui opposera, le 29 novembre, Le Point « Hachette » au Point « Politique Hebdo ». Il ne s'agit pas pour nous, répétons-le, de participer à une bataille juridique qui ne concerne que « Politique Hebdo ». Mais nous croyons nécessaire d'intervenir sur un terrain de lutte sur lequel les révolutionnaires restent en général faibles, et comme nous venons de l'indiquer, divisés.

Enfin, comme le dit le dicton « Il n'est jamais trop tard... etc. ». Alors nous espérons que dans les semaines qui viennent d'autres journaux de gauche et d'extrême gauche découvriront qu'une telle bataille vaut bien, parmi toutes « les tâches urgentes » qui les écrasent, d'être considérée comme prioritaire.

La répression

A la suite des grèves plus ou moins « sauvages » de ces dernières années (aux N.M.P.P. et chez Hachette en 1968, puis en mars 69 à Cévennes-Javel, enfin à Toulouse en novembre dernier) les patrons du trust Hachette ont abandonné le « libéralisme » qui caractérisait leur politique paternaliste à l'égard du personnel. Il s'agit d'assurer coûte que coûte la diffusion des journaux. Les travailleurs jusque-là parfaitement contrôlés par la C.G.T. du Livre, en s'émancipant portent une atteinte directe au système mis au point par les patrons de la presse il y a vingt-cinq ans. Aux N.M.P.P. et dans les agences, tout devient prétexte pour licencier un militant, ou simplement un travailleur qui a fait preuve de combativité durant la grève. Les équipes de nuit — qui assurent le départ des journaux — sont particulièrement visées. Elles sont truffées d'hommes « sûrs », recrutés par la filière policière ou militaire, d'hommes de main prêts à tous les coups, comme on l'a vu aux N.M.P.P. en mai 68.

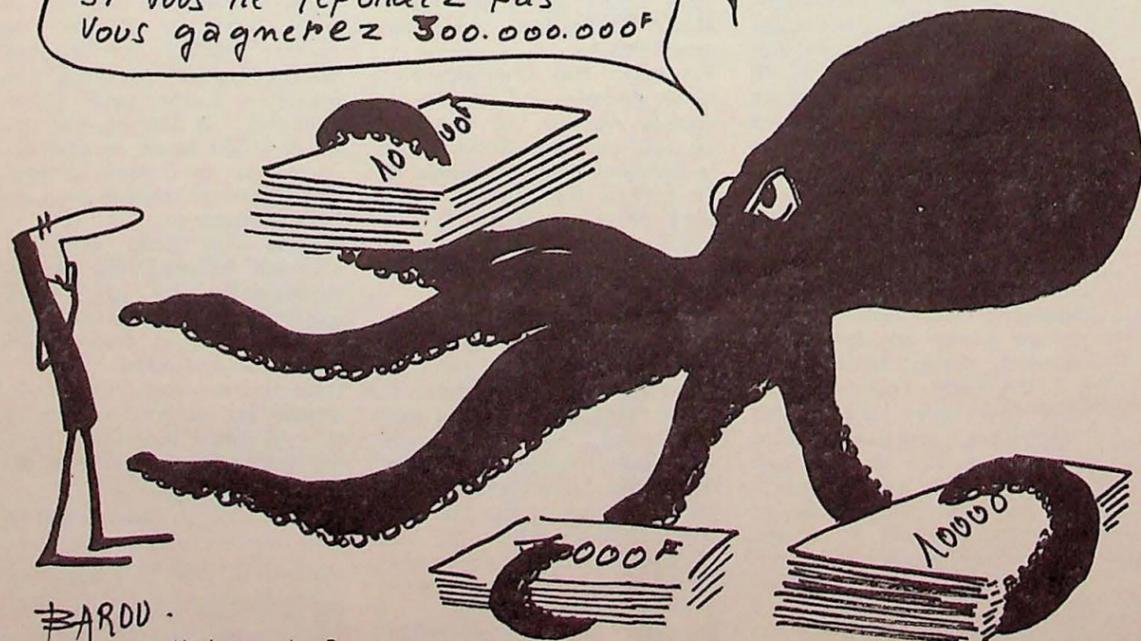
Le « vol » est le prétexte le plus souvent invoqué. Il est vrai que, parfois, des vols se produisent. On imagine qu'il est relativement facile de faire disparaître, au cours de leur transport, des paquets de journaux ou de livres. La police Hachette veille jour et nuit, c'est le cas de le dire. Et cette police est parfaitement renseignée. Le cas échéant, elle sert à démolir des sections syndicales ou des militants, par tous les moyens : la filature, le chantage, les visites à domicile, les provocations. Tout lui est bon. Cette police est directement branchée sur l'autre, celle de la Préfecture, dont elle n'est en réalité qu'une branche annexe. C'est pourquoi Hachette, qui fait corps avec toutes les Administrations, épouse plus encore le grand corps de la police.

A Réaumur, à la Direction des Agences et des N.M.P.P., le trust décide de frapper... à Toulouse. Nous sommes en septembre : dix mois ont passé depuis la grève. Le temps est venu de procéder au lessivage de l'Agence. La Direction monte une provocation. Alphonsi, le directeur des agences saute dans l'avion des journaux, celui de minuit et demi. Il débarque à Toulouse où l'attend sa « créature », le directeur de l'agence locale qui n'a pas encore digéré son humiliation de l'an dernier et qui a soif de revanche. But de la manœuvre : liquider la section syndicale C.F.D.T., en licenciant notamment quatre ou cinq travailleurs de l'équipe de nuit qui se sont montrés particulièrement actifs en novembre. Des vols ont, paraît-il, été constatés dans l'agence. L'occasion est bonne. Le directeur des agences a tenu à venir lui-même surveiller les opérations.

Alertés par la section parisienne, qui a eu vent de l'opération — les murs ont des oreilles — les gars de Toulouse sont sur le qui-vive depuis la veille et déjouent la manœuvre.

question à 100.000.000F: "pourquoi hachette ne figure pas sur la liste des monopoles à nationaliser par le P.C.F et le P.S"?

Si vous ne répondez pas vous gagnerez 300.000.000F



BARDOU

« Hachette - La Pieuvre », paraît aux Editions Git le Cœur, Librairie de la Commune.

La-pieuseuvre

N'est-ce pas facile d'accuser un travailleur de « vol » ? Il suffit qu'un flicailon glisse dans le sac du « voleur » un ou deux exemplaires d'une revue ou d'un livre, et le tour est joué !

A Paris, c'est un certain Léonelli, grand patron de la Préfecture qui, sur un simple coup de téléphone, met à la disposition d'Hachette le contingent de flics et de C.R.S. nécessaire, et ce, à discrétion, sur tout le territoire national. Des distributeurs de tracts sur le boulevard Saint-Germain en face du sacro-saint immeuble « vert » : coup de téléphone à Léonelli. Le car de flics arrive dans la minute. Grève à Cévennes, les C.R.S. sont là dans la foulée, renforcés par une équipe de mercenaires dont certains sortent de prison pour l'occasion. Grève à Toulouse, la même filière agit, et les C.R.S. sont là qui occupent l'agence, donnant même un coup de main aux « jaunes ». Le patron des routiers contacté par la Direction des agences signale que plusieurs de ses chauffeurs sont des « gauchistes » ou des sympathisants de la grève, qu'ils refuseront de transporter les journaux. « Licenciiez-les ! » ordonne le directeur des agences, et sa volonté est chose faite séance tenante. A Marseille, les flics pénètrent dans les locaux... et se camouflent dans des placards afin de prendre les travailleurs « sur le fait » ! La section C.G.T. en subit encore le contrecoup. Aux N.M.P.P., des militants, qui ont rompu avec la C.G.T., sont suivis durant des mois ; d'autres sont mutés, isolés. Hachette, entreprise « policée » par excellence et à tous les niveaux, donne des ailes aux vocations policières.

Hachette partout

« Hachette diffuse des idées dans le grand public en France et partout. » Cette formule pourrait être une définition de la Librairie Hachette. Elle implique l'existence d'activités internationales. C'est précisément le cas, aussi bien dans les pays d'expression française que dans le reste du monde. En Belgique tout d'abord, sept sociétés assurent la présence d'Hachette dans ce pays. Celle-ci se manifeste aussi bien par la presse et l'édition, avec Femmes d'aujourd'hui, que par la publicité avec Publicité d'Aujourd'hui, l'imprimerie et la fabrication avec l'Ancienne Société Anonyme de Rotogravure d'Art A.S.A.R. ou la distribution avec quatre filiales spécialisées : Agences et Messageries de la Presse, S.A. des Bibliothèques de gares, Lecture Générale, Librairie Bellens. Au total, le chiffre d'affaires des activités belges du Groupe Hachette atteint quatre milliards de francs belges. De nombreuses filiales sont implantées au Canada et dans l'Afrique francophone (Tunisie, Maroc, Sénégal, Côte-d'Ivoire, Gabon, Cameroun, Congo-Brazzaville, Congo-Kinshasa, République Centrafricaine, Madagascar, etc.).

En Europe, on retrouve Hachette, en Allemagne, en Angleterre, en Espagne, en Grèce, en Italie, en Suisse, en Turquie. Le groupe est également représenté aux Etats-Unis, en Argentine, au Brésil, au Liban, en Egypte.

De nouvelles filiales ont été implantées aux Antilles, à la Réunion, à Sao Paulo, en Océanie, en Amérique du Nord (Etats-Unis, Canada) et en Europe (Pays-Bas).

Cette action a débordé le cadre traditionnel de la distribution pour s'étendre à l'édition. Ainsi une prise de participation importante dans une société américaine du Groupe Simon and Shuster, spécialisée dans l'enseignement des langues, a complété les intérêts déjà existants au Québec dans le Centre Educatif et Culturel — la plus grande maison d'édition de livres de classé du Canada français. Derrière les activités de la Librairie Hachette à l'étranger, on retrouve inévitablement le Quai d'Orsay qui subventionne largement ce « développement culturel ».

Le P.-D.G., Ithier de Roquemaurel est reçu dans les pays visités, à l'égal d'un chef d'Etat, notamment dans les pays africains. Aux cocktails offerts par ces messieurs participent toujours l'ambassadeur de France et accessoirement le ministre français en voyage dans le pays.

Le Quai d'Orsay est d'ailleurs le véritable rabatteur de la Librairie à l'étranger. Cela ne va pas sans problème, au Canada par exemple. Le journal « Le Monde » s'en faisait récemment l'écho, au moment du voyage de Maurice Schumann au Québec :

« La Librairie Hachette, qui contrôle environ 25 % du marché du livre au Québec, est actuellement l'objet d'une campagne de presse virulente. Une opération financière, rendue publique le 6 janvier dernier, a permis à Hachette d'acquérir, par l'intermédiaire du Conseil éducatif et culturel (C.E.C.) dont elle possède 45 % du capital, la plus ancienne et la plus importante librairie du Québec, qui a réalisé, en 1971, un chiffre d'affaires d'environ 2 millions de dollars. Le Conseil du livre du Québec, qui regroupe les éditeurs de la province, a vivement protesté contre cette prise de contrôle, en accusant le gouvernement de favoriser la « mainmise étrangère » sur une industrie qui est en même temps un moyen privilégié de diffusion de la culture nationale. »

Les éditeurs critiquent d'autant plus le gouvernement de M. Bourassa que l'actionnaire le plus important du C.E.C. (pour 50 %) avec Hachette est la Société générale de financement, organisme public chargé de soutenir les industries locales.

Les bibliothèques de gare

Il s'agit là d'un monopole Hachette. En 1937, c'est la création de la S.N.C.F. Un traité unique rend la Librairie Hachette concessionnaire pour dix ans de toutes les bibliothèques de gares. Pendant la guerre, les bibliothèques restent gérées par Hachette. Le contrat a été chaque fois renouvelé. De même à la R.A.T.P. (en 1969) pour une période de sept ans et demi (1976). On compte environ 1.230 BB. Installés sur des terrains appartenant à des administrations publi-

ques ou privées, ces points de vente n'appartiennent jamais à proprement parler à la Librairie Hachette. La grande majorité d'entre eux sont situés en premier lieu dans les stations de chemin de fer, viennent ensuite les BB des réseaux de la R.A.T.P., celles des gares routières, des aéroports, des hôpitaux, des hôtels, des gares maritimes, des établissements universitaires, et divers autres points de vente. Il faut ajouter que le Département des BB fait assurer également la vente de la presse et de la librairie dans les rames des trains « Mistral » et « Lyonnais », et a mis en service, en 1969, deux distributeurs automatiques, l'un pour les livres, à la gare Saint-Lazare, et l'autre pour les journaux, à la gare du Nord.

Depuis l'après-guerre, en liaison avec la Compagnie Française d'Exploitation Commerciale (CO-FEC), filiale de la librairie Hachette et concessionnaire de la vente des produits du monopole sur le territoire des chemins de fer, la vente du tabac et de certains articles de confiserie est assurée dans un très grand nombre de bibliothèques.

La direction des BB et des agences de province est installée rue Réaumur, à Paris, dans le même immeuble où se trouvent les N.M.P.P.

Un défi à la loi

Les bibliothécaires sont des employées de Hachette. A part une cinquantaine de postes (Aéroport d'Orly, grandes gares de Paris et de province) qui sont de grosses affaires, la grande majorité de ces bibliothécaires connaît des conditions de travail difficiles, et perçoit une rémunération que l'on peut qualifier de médiocre. Voici ce qu'écrivait une bibliothécaire du métro :

« De plus en plus nous travaillons dans des conditions déplorables et vraiment difficiles. Trop lourds colis, mal faits, souvent les ficelles arrachées, tout est en vrac dans les sacs, surchargés de livres et d'illustrés qui ne se vendent pas ; il n'est tenu aucun compte des demandes de diminution, fatigue pour rentrer les colis, fatigue pour faire les inventus, on a vraiment l'impression d'être des bêtes de somme trimant sans cesse. De plus avec toutes les augmentations de prix, les ventes baissent, d'où diminution de salaires. »

Car ces « employées » touchent un pourcentage sur les ventes. Si leur sort n'est guère enviable, celui de leurs aides-vendeuses ne l'est pas moins. Elles sont recrutées par la bibliothécaire qui, de ce fait, devient leur « patronne ». Hachette verse à celle-ci un « crédit d'heures » pour qu'elle rémunère sa ou ses aides-vendeuses. C'est la bibliothécaire — elle-même salariée — qui délivre le bulletin de paye ! Ceci dans la plus parfaite « légalité Hachette ».

Les aides-vendeuses n'ont absolument aucun droit, et ne bénéficient pas de la convention collective Hachette. Le ministre du Travail, alerté depuis des lustres sur cette situation extraordinaire (la condition des bibliothécaires ainsi que celle des aides-vendeuses) n'est toujours pas intervenu : la loi Hachette... a force de loi.

Comment va T.S. môssieu ?

T.S. tourne

Voilà qui est relativement nouveau : on ne vient pas vous annoncer l'Apocalypse... Depuis qu'il existe, T.S. a pris l'habitude de lancer périodiquement des appels au secours, assorti d'une sorte de chantage : la main au portefeuille, tout de suite, ou on ferme la boutique. Et les militants-émus-et-disciplinés, de faire leur B.A. — non qu'ils trouvent un quelconque intérêt à un journal qu'ils ne lisent pas, mais parce qu'ils sentent bien, confusément qu'un parti politique sans un journal, ça ne fait pas très sérieux. Toute le monde peut ensuite pousser en chœur un bon gros soupir de soulagement : grâce à la nième souscription, « Tribune Socialiste » repart, caisses renflouées, pour trois ou six mois. Et chacun de retourner, l'âme en paix, à ses occupations.

Nous n'entendons pas lancer de nouvelle souscription. Nous voulons rompre avec cette habitude prise d'une relation misérabiliste et mendicitaire avec nos lecteurs. D'un côté, le chapeau tendu sous le porche du Parti, de l'autre la bonne conscience payée par une signature en bas d'un chèque. Nous ne sommes pas un organe caritatif, vous n'êtes pas des dames patronnesses.

Le moment nous semble venu d'établir d'autres rapports. Il se trouve en effet que, depuis la reprise du journal en octobre, nous sentons chez les militants de ce parti, et plus généralement chez les lecteurs, un net surcroît d'intérêt pour T.S. Les échos qui remontent des sections, des fédérations sont généralement

bons, voire excellents. Il y a une demande, une attente, que nous n'avions pas ressentie depuis longtemps.

Sur le plan de la rédaction, nous sentons aussi ce regain. Participer à la fabrication, à la réalisation de T.S., cesse d'apparaître à beaucoup comme une indispensable corvée : à une morosité et un désenchantement chroniques s'est substitué un dynamisme prometteur.

Il ne s'agit pas de passer d'un extrême à l'autre, de sauter du défaitisme à un triomphisme puéril. Il s'agit de vous informer de cet état de fait, et de vous rendre comptables de ces promesses.

● les difficultés subsistent

Tous ces éléments encourageants, en effet, ne changent rien encore aux conditions objectives qui président à la fabrication d'un hebdomadaire comme le nôtre.

Nous avons du goût à faire T.S., vous prenez goût à le lire : fort bien. Mais ce n'est pas encore cela qui paie l'imprimeur, ou qui rend moins cher l'achat des photos. Sans entrer dans le détail, sachez que la parution régulière

de T.S. pendant un an revient à 75 millions d'A.F., au bas mot. L'ensemble des recettes (part T.S. des cotisations et vente militante + vente N.M.P.P. + abonnements extérieurs) se monte à environ 60 millions, soit 15 millions de déficit annuel...

La solution de facilité que représente le système des souscriptions étant écartée, comment peut-on penser éponger ce déficit — voire

réaliser un bénéfice qui nous permettrait d'améliorer considérablement le journal, et d'abord de passer à vingt pages au lieu de seize actuellement ? La réponse est claire, nous avons fait nos comptes : il faut **DOUBLER LES VENTES MILITANTES ET LES ABONNEMENTS EXTÉRIEURS**. Cet objectif, parfaitement réalisable, nous nous donnons, et donc nous vous donnons deux mois pour l'atteindre.

● T.S. doit décoller

Ce délai paraîtra court à certains : ceux-là devraient s'interroger sur l'efficacité de leur militantisme et-ou le degré de leur optimisme politique.

MILITANTISME : Il y a longtemps que les militants du P.S.U. auraient dû prendre en charge réellement et totalement ce qui est et restera l'instrument indispensable de propagande et de diffusion des idées, des thèmes, des débats de ce parti. A ce moment-là, et à ce moment-là seulement, les critiques et les reproches, aussi sévères, aussi durs soient-ils, seront recevables et utiles, et pourront servir à l'amélioration d'un outil commun. Mais il est inacceptable, pour la petite équipe qui s'échine

chaque semaine à faire sortir le journal, de recevoir ce type de lettre-jérémiade encore trop fréquent : « Nous ne diffusons pas T.S... Nous attendons qu'il s'améliore pour envisager de le vendre, etc. » Quand donc cesserons-nous de considérer T.S. comme un produit fini à consommer !

OPTIMISME : Il faudrait être singulièrement masochiste pour ne pas réaliser combien le P.S.U. — de part les combats qu'il mène, les thèmes qu'il développe, les idées qu'il véhicule — dépasse en influence ce que l'on pourrait raisonnablement attendre du nombre relativement faible de ses militants et de l'état dérisoire de ses moyens matériels. Ce n'est

pas se pousser du col que de constater cette évidence — en reconnaissant du même coup que nous ne savons pas encore très bien comment capitaliser politiquement cette influence.

Le marginalisme où est cantonné T.S. est une des raisons de cette (provisoire !) incapacité. Il se traduit en des chiffres ridiculement faibles : les abonnements, hors parti, atteignent le nombre famineux de 1 500. Et les ventes militantes s'établissent les bonnes semaines, autour de 2 500 exemplaires !

L'OBJECTIF EST DONC D'ARRIVER A DOUBLER CES DEUX CHIFFRES AU 1^{er} JANVIER 1973.

● ce que nous allons faire

Une campagne a été lancée l'an dernier, autour de trois objectifs : 10 F par militant. Un point de vente par section. Un abonné par militant.

Le premier point est réalisé à 80 %. Il doit l'être entièrement dans les délais les plus rapides. Mais pour toutes les raisons que nous avons dites, il faut maintenant faire porter l'effort sur les deux autres. Et voici comment nous entendons préciser et concrétiser ces objectifs.

DOUBLER LA VENTE MILITANTE :

Outre la nécessité absolue d'un point de vente par section, il devient nécessaire de désigner un responsable par section chargé de la diffusion du journal. Ce responsable recevra, en plus d'une circulaire détaillée, un dossier-vente de T.S. qui l'aidera dans sa tâche. Il doit être en rapport permanent avec nous.

Sur le plan de la rédaction, nous poursuivons l'implantation d'un vrai réseau de correspondants du journal (distinct du réseau-diffusion) qui doit permettre une participation accrue de la province dans l'élaboration de T.S. C'est

notamment dans cette optique que nous prévoyons la réalisation de dossiers par des groupes de militants extérieurs à la rédaction permanente du journal, à l'exemple de la double page sur Fos-sur-Mer réalisée par la Fédération des Bouches-de-Rhône (T.S., n° 551). Dans quinze jours devrait paraître un dossier de la Fédération de Paris. L'Alsace en prépare un autre, etc.

Ces dossiers doivent être l'occasion, à leur parution, d'une vente militante accrue dans la région concernée.

DOUBLER LES ABONNEMENTS :

Nous nous proposons deux moyens (les deux n'étant d'ailleurs pas incompatibles...) :

● Poursuivre la campagne « un abonné par militant » soit en cherchant (et en trouvant !) un abonné nouveau ; soit en abonnant vous-même une personne de votre choix (à l'occasion des fêtes, par exemple, ou sans occasion du tout : la fête doit être permanente !).

● Ou bien, et c'est là une formule nouvelle, déjà expérimentée par les « Cahiers de mai »,

PRENDRE SEUL OU PAR GROUPE, DES ABONNEMENTS-DIFFUSION.

De quoi s'agit-il ?

De prendre à son compte un ou plusieurs abonnements supplémentaires. Les militants qui choisissent cette formule reçoivent chaque semaine plusieurs numéros de T.S. qu'ils diffusent ensuite dans leur entourage (en récupérant ainsi leur mise de fond). Il s'agit-là d'une diffusion distincte de la vente militante, faite généralement pendant le week-end.

Pour favoriser cette campagne, le prix d'un « abonnement-diffusion » sera de 50 F, au lieu de 60 pour les abonnements « normaux ».

Pour vous tenir régulièrement au courant du détail de cette campagne, nous vous demandons de nous préciser avec vos envois — dans l'une et l'autre formule — l'origine du nouvel abonnement ou de l'abonnement-diffusion réalisé (telle ou telle section).

LA CAMPAGNE EST LANCÉE : IL NE S'AGIT PAS CETTE FOIS DE LA SURVIE DE T.S. IL S'AGIT DE SON DÉVELOPPEMENT.

il tourne, môssieu !